

Commune de Spézet



## Pièces de procédure

	Prescrite le :	Approuvée le :
<b>Elaboration du PLU</b>	26/02/2005	05/01/2006
<b>Modification n°1</b>	20/11/2009	24/06/2010
<b>Modification simplifiée n°1</b>	15/09/2021	04/03/2022

MAIRIE  
DE  
SPÉZET  
29540



## ARRÊTE

### PORTANT PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME 2021-114

Le Maire de la Commune de Spézet,

- **VU** l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;
- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-45 et suivants ;
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 05 janvier 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;
- **VU** les délibérations du Conseil Municipal en date du 24 juin 2010 modifiant successivement le Plan Local d'Urbanisme ;
- **CONSIDERANT** qu'une procédure de modification pour procéder à des **ajustements mineurs du règlement écrit, du règlement graphique et des Orientations d'Aménagement**, ne modifiant pas l'économie générale du Plan Local d'Urbanisme ;
- **CONSIDERANT** que cette procédure de modification peut revêtir une forme simplifiée telle qu'elle est codifiée par l'article L 153-45 du Code de l'Urbanisme,

## ARRÊTÉ

### ARTICLE 1

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme.

### ARTICLE 2

La modification simplifiée n°1 du PLU concerne :

- 1/ **Un ajustement mineur du règlement écrit, afin de modifier l'article Ui.10 du règlement écrit**  
: Actuellement, le règlement dispose que la hauteur des constructions ne peut excéder 12 mètres au faite. Or, afin de pouvoir faciliter l'implantation d'une nouvelle activité sur la ZA de Bourg-Neuf (sur une parcelle réinvestie, que la CCHC a achetée), il faudrait préciser que la hauteur n'est pas règlementée pour les ouvrages et installations techniques (type silos de stockage).

2/ **Un ajustement mineur du règlement écrit afin de modifier le règlement graphique Ui au niveau de la ZA de Bourg-Neuf**, afin de sortir les habitations de tiers du zonage (car actuellement, le règlement écrit de la zone Ui ne permet aucune évolution de ces habitations).

3/ **Un ajustement mineur des Orientations d'Aménagement**, qui indiquent actuellement que « Les constructions devront se reculer de 10 mètres par rapport au pied du talus afin de pérenniser ceux-ci et ne pas engendrer de risque pour la construction ». La Commune souhaiterait diminuer ce recul à 5 mètres, car cela pose des difficultés d'application pour les opérations de lotissement (afin d'aller vers plus de densité, les lots sont plus petits et les 10 mètres imposés sont trop contraignants).

### **ARTICLE 3**

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme seront mis à disposition du public pendant un mois, selon des modalités fixées par une délibération du Conseil Municipal.

### **ARTICLE 4**

À l'issue de la mise à disposition, Monsieur le Maire présentera le bilan devant le Conseil Municipal, qui en délibèrera et pourra adopter le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

### **ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera affiché durant 1 mois en mairie ; une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

### **ARTICLE 6**

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Le projet de modification simplifiée sera notifié à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme, en application de l'article L. 153-40 du Code de l'urbanisme.

### **ARTICLE 7**

L'arrêté prescrivant la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme est exécutoire à compter de :

- Sa réception à la Préfecture
- L'accomplissement des mesures de publicité

Fait à SPEZET, le 15/09/2021

Le Maire,

Guy CITERIN .

Le Maire,

Certifie le caractère exécutoire de cet acte,

- Informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





Mission régionale d'autorité environnementale

**BRETAGNE**

**Décision de la Mission régionale  
d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne,  
après examen au cas par cas,  
sur la modification simplifiée n°1  
du plan local d'urbanisme de Spézet (29)**

**N° : 2021-009300**

**Décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme**

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne ;

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 portant approbation du référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des MRAe, notamment son article 8 ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe de Bretagne adopté le 24 septembre 2020 ;

Vu l'arrêté du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision du 2 février 2021 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n° 2021-009300 relative à la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Spézet (29), reçue de la mairie de Spézet le 28 septembre 2021 ;

Vu la contribution de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 4 octobre 2021 ;

Vu la consultation des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale de Bretagne faite par son président le 18 novembre 2021;

**Considérant que** les critères fixés à l'annexe II de la directive n° 2001/42/CE, dont il doit être tenu compte pour déterminer si les plans et programmes sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, portent sur leurs caractéristiques, celles de leurs incidences et les caractéristiques de la zone susceptible d'être touchée ;

**Considérant** les caractéristiques du projet portant sur la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de Spézet qui vise à :

- modifier le règlement écrit des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) en réduisant la distance de recul des constructions vis-à-vis des pieds de talus de 10 à 5 mètres ;
- modifier l'article 10 du règlement littéral de la zone à vocation artisanale, commerciale et tertiaire (Ui) en y supprimant la hauteur maximale pour les ouvrages et installations techniques ;
- modifier le règlement graphique de la zone Ui de Bourg-Neuf en transférant deux habitations et leurs abords d'une surface de 0,1 ha en zone urbaine moyennement dense à vocation principale d'habitat (Uhb) ;

**Considérant** les caractéristiques du territoire de Spézet :

- abritant une population de 1 783 habitants (INSEE 2018), dont le PLU a été approuvé le 5 janvier 2006 ;
- faisant partie de la communauté de communes de Haute Cornouaille, et compris dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Pays de Centre-Ouest Bretagne en cours d'élaboration ;
- concerné par les périmètres de protection des monuments historiques de l'ossuaire de Spézet et de la chapelle ND du Crann ;

**Considérant** que la marge de recul actuelle d'inconstructibilité de 10 m vis-à-vis des pieds de talus constitue une protection satisfaisante vis-à-vis de la pérennité des arbres pouvant s'y trouver, et vis-à-vis des nuisances et risques que ces arbres peuvent faire peser sur les habitations situées à proximité, mais que la commune estime que sa réduction ne remettra pas en cause la protection des talus et des constructions voisines et permettra la densification de ces secteurs, afin de limiter la consommation d'espaces agricoles ou naturels ;

**Considérant** que la réduction à 5 m de cette marge de recul vis-à-vis des pieds de talus, plantés pour certains d'arbres âgés de grand développement, et identifiés au sein de 10 OAP, est susceptible de remettre en cause la pérennité de certains vieux arbres et d'impacter le corridor biologique constitué par cet espace, sans toutefois que ces incidences puissent être considérées comme suffisamment notables au sens de l'évaluation environnementale ;

**Considérant** que la suppression de la hauteur maximale de 12 m des ouvrages ou installations techniques au sein de la zone artisanale de Bourg-Neuf, vise à permettre l'implantation d'un silo au sein d'un secteur déjà équipé de deux installations de ce type de moins de 12 m, ce qui conduira à une incidence mesurée sur la qualité du grand paysage ;

**Considérant** que la modification du zonage Ui en Uhb, qui vise à permettre l'évolution de l'habitat existant, n'est pas susceptible d'entraîner d'incidences notables sur l'environnement compte tenu de son caractère très limité, de la situation des 2 habitations concernées enclavées dans la zone artisanale, et en l'absence de sensibilités environnementales particulières, notamment de zone humide ou d'éléments de la trame verte et bleue ;

**Rappelant** que la réglementation en matière de bruits de voisinage (articles R1336-4 à 1336-10 du code de la santé publique) impose des impacts sonores à ne pas dépasser pour les bruits liés aux activités professionnelles ;

**Concluant qu'**au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Spézet (29) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur

l'environnement et sur la santé humaine au sens de la directive n° 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

**Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions du livre I<sup>er</sup>, titre préliminaire, chapitre IV du code de l'urbanisme, la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Spézet (29) n'est pas soumise à évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de Spézet (29), postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de participation du public.

Fait à Rennes, le 19 novembre 2021

Pour la Mission régionale d'autorité environnementale  
de Bretagne

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'P' and 'V' followed by a horizontal line.

Philippe Viroulaud

### **Voies et délais de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

**Le recours gracieux doit être adressé à :**

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale Bretagne  
DREAL / CoPrEv  
Bâtiment l'Armorique  
10 rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes cedex

**Le recours contentieux doit être adressé à :**

Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte  
CS 44416  
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**EXTRAIT DU REGISTRE**

**Nombre de conseillers municipaux  
Afférents au conseil municipal : 19**

**DES DÉLIBÉRATIONS**

**Nombre de conseillers municipaux  
En fonction : 18**

**DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Nombre de conseiller municipaux  
Qui ont assisté à la séance : 16**

**DE LA COMMUNE DE SPEZET**

**Nombre de conseillers municipaux  
Présents ou représentés : 17**

**Date convocation : 09/12/2021**

**Date d'affichage de la convocation : 09/12/2021**

**Date d'affichage de la délibération : 17/12/2021**

2021-95

**SÉANCE DU 15 décembre 2021**

L'an deux-mille-vingt et un le quinze décembre à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de Spézet, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Guy CITERIN, Maire, dans la salle des fêtes de Spézet afin de faciliter le respect des « gestes barrières » et des mesures de distanciation sociale dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire de l'épidémie de covid-19.

**PRÉSENTS** : Citérin Guy, Duigou Anne-Marie, Couteller Noël, Riou-Canévet Nicole, Cumunel Hoel, Le Moal Sylvie, Leitz Jean Jacques, Lorans Jean-Yves, Quéré Sylvie, Guellec Françoise, Cadoudal Katell, Guiffes Laurent, Le Bras Pierre-Yves, Briand Jean-Luc, Tranchat Camille, BUZIT Amélie.

Absent excusé : Le Clech François (procuration à GUIFFES Laurent)

Absent : Mell Jeannine

**Secrétaire de séance** : Mme BUZIT Amélie

**Délibération définissant les modalités de mise à disposition du public du dossier de la  
modification simplifiée n°1 du PLU**

- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants et L.153-45 et suivants ;  
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 05 janvier 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme;  
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 24 juin 2010 modifiant successivement le Plan Local d'Urbanisme ;

VU l'arrêté du maire de la Commune de Spézet N°2021-114 du 15/09/2021 engageant la modification simplifiée N°1 du PLU, pour répondre aux objectifs suivants :

- 1/ **Un ajustement mineur du règlement écrit**, afin de **modifier l'article Ui.10 du règlement écrit** :  
Actuellement, le règlement dispose que la hauteur des constructions ne peut excéder 12 mètres au faite. Or, afin de pouvoir faciliter l'implantation d'une nouvelle activité sur la ZA de Bourg-Neuf (sur une parcelle réinvestie, que la CCHC a achetée), il faudrait préciser que la hauteur n'est pas réglementée pour les ouvrages et installations techniques (type silos de stockage).
- 2/ **Un ajustement mineur du règlement écrit afin de modifier le règlement graphique Ui au niveau de la ZA de Bourg-Neuf**, afin de sortir les habitations de tiers du zonage (car actuellement, le

règlement écrit de la zone Ui ne permet aucune évolution de ces habitations).

- 3/ **Un ajustement mineur des Orientations d'Aménagement**, qui indiquent actuellement que « Les constructions devront se reculer de 10 mètres par rapport au pied du talus afin de pérenniser ceux-ci et ne pas engendrer de risque pour la construction ». La Commune souhaiterait diminuer ce recul à 5 mètres, car cela pose des difficultés d'application pour les opérations de lotissement (afin d'aller vers plus de densité, les lots sont plus petits et les 10 mètres imposés sont trop contraignants).

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les conditions dans lesquelles la modification simplifiée du plan local d'urbanisme (PLU) a été engagée et à quelle étape de la procédure il se situe et rappelle les motifs de cette modification simplifiée.

Monsieur le Maire explique que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU pendant une durée d'un mois en mairie de Spézet, conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le projet de modification simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente est prêt à être mis à la disposition du public,

**Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le conseil municipal :**

- 1- décide de mettre à disposition pendant une durée d'un mois, du **10/01/2022 au 10/02/2022**, le dossier de modification simplifiée. Pendant ce délai, le dossier sera consultable en mairie de Spézet aux jours et horaires habituels d'ouverture. Le public pourra faire ses observations sur un registre disponible en mairie.

2- Le dossier comprend

- le dossier de modification simplifiée,
- des avis de l'État et des personnes publiques associées prévues aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme le cas échéant :
- de l'autorité environnementale

- 3- Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée du PLU, le lieu, les jours et heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié, en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département et affiché en mairie de Spézet

L'avis sera publié 8 jours au moins avant le début de la mise à disposition du public, et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition.

- 4- À l'issue du délai de mise à disposition du public, le registre sera clos et signé par le maire. Ce dernier présentera au conseil municipal le bilan de la mise à disposition du public qui adoptera le projet par délibération motivée éventuellement modifiée pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

- 5- dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie de Spézet pendant un mois, mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie de la présente délibération sera adressée à Monsieur le préfet.

Adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Pour extrait conforme,

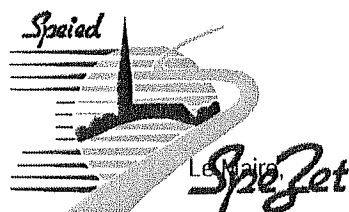


Le Maire Guy Citérin.

COMMUNE  
DE  
SPÉZET

Arrêté  
n° 2016.01.02 du 22/01/2016

portant mise à jour du plan local d'urbanisme  
de la commune de Spézet



VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.123-14 et R.123-22 ;

VU la délibération du conseil municipal du 05 janvier 2006 approuvant le plan local d'urbanisme ;

VU l'arrêté interpréfectoral des Préfets du Morbihan et du Finistère en date du 20 avril 2015 portant sur la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la construction de la canalisation dite « Bretagne sud » et des installations annexes qui contribuent à son fonctionnement sur les territoires des communes situées entre Pleyben (29) et Plumergat (56) et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Châteauneuf-du-Faou (29) et Plouay, Inguiniel, Roudouallec, Camors, Pluvignier, Languidic, Lanvaudan, Berné, Inzinzac-Lochrist et Brandivy (56) ;

VU notamment les plans et documents ci annexés ;

ARRETE



**Article 1**

Le plan local d'urbanisme de la commune de Spézet est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, ont été reportées sur chacune des pièces intéressant ce plan, la décision suivante : l'arrêté préfectoral n° 2015287-0003 du 14 octobre 2015 instituant les servitudes d'utilités publiques liées aux zones d'effet de la canalisation de transport de gaz naturel « Bretagne Sud » construite et exploitée par GRT Gaz conformément au tracé figurant sur le plan de situation au 1/25000<sup>ème</sup> annexé au présent arrêté pour la partie qui concerne le département du Finistère.

**Article 2**

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, à la mairie et à la préfecture.

**Article 3**

Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant un mois.

**Article 4**

Copie du présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet.

A Spézet, le 22/01/2016

Gilbert Rigen

Le maire,



14 OCT. 2010



**ARRETE DE MISE A JOUR DU P.L.U.**

Monsieur le Maire,

Vu notamment les plans et documents ci-annexés ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 126-1 et R 123-22 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 5 janvier 2006 approuvant la révision du P.O.S ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 24 juin 2010 approuvant la modification n°1 du P.L.U ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juin 2010 paru au journal officiel du 3 juin 2010, fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage du centre radioélectrique de Brest Saint-Goazec ;

**ARRETE**

**Article 1 :**

Le plan local d'urbanisme de la Commune de SPEZET est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, a été reporté sur chacune des pièces intéressées par ce plan la décision suivante :

Etendue des zones et servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage du centre radioélectrique de Brest Saint-Goazec.

**Article 2 :**

La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, à la mairie et à la préfecture.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera affiché en mairie.

**Article 4 :**

Copie du présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet.

A SPEZET, le 2 octobre 2010.

Le Maire, Gilbert NIGEN

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SPEZET**

Nombre de membres : 19  
En exercice : 19  
Qui ont pris part : 17  
A la délibération

Date d'affichage : 26/6/2010  
Date convocation : 18/6/2010

**SÉANCE DU 24 juin 2010**

L'an deux mille dix et le vingt quatre juin à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gilbert NIGEN, Maire.

**PRÉSENTS** : NIGEN Gilbert, LORANS Jean-Yves, GUELLEC Sylvie, EVEN Gilbert, GUYOMARCH Jeannine, PICHON Yannick, LE MOAL Loïc, LE DAIN Marie-Françoise, JAOUEN Eliane, RIOU Nicole, CITERIN Guy, BARGAIN Fabrice, TIRODE Jacques, LE SCRAGNE Sandrine, LE MOAL Sylvie, GUIVARCH Christian, GUILLEMOT Philippe.

**ABSENTS** : BODERE Erwan (procuration à LE MOAL Loïc)-CARDELLINI Armand (procuration à Guy CITERIN).

Monsieur Fabrice BARGAIN a été nommé secrétaire.

Le Conseil Municipal,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 12-13 et R. 123-19 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 5 janvier 2006 ayant approuvé le P.L.U.

Vu l'arrêté du Maire en date du 5 mars 2010 soumettant à enquête publique le projet de modification du P.L.U.

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

Considérant que la modification du P.L.U., telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés au Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal ;

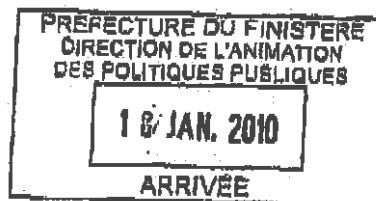
- décide d'approuver le projet de modification du P.L.U, tel qu'il est annexé à la présente ;
- la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- la présente délibération sera exécutoire
- après sa réception en sous-préfecture
- et après de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

Pour extrait conforme,  
Le Maire : Gilbert NIGEN.



27 JUL. 2010

MAIRIE SPEZET



Préfet du Finistère

Direction départementale des territoires et de la mer

Quimper, le 15 JAN. 2010

Service aménagement  
Pôle planification locale

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Préfet du Finistère  
Direction de l'Animation des Politiques Publiques  
Bureau de la coordination générale  
29320 Quimper Cedex

Vos réf. : Bordereau d'envoi du 04 janvier 2010  
Affaire suivie par : Stéphane Le Yeuch  
stephane.le-yeuch@equipement-agriculture.gouv.fr  
Tél : 02 98 76 50 78 - Fax : 02 98 76 50 24  
Courriel : PPL.SA.DDEA-29@equipement-agriculture.gouv.fr

Objet : Commune de SPEZET - Projet de modification du PLU -  
Notification avant enquête publique

Par bordereau d'envoi du 04 janvier 2010, vous me demandez mes observations éventuelles sur le projet de modification du PLU de la commune de SPEZET, au stade de sa notification telle que prévue à l'article L 123-13 du code de l'urbanisme.

Ce projet de modification du PLU, porte sur :

- un projet de foyer logement nécessitant un changement de zonage 1AU1 en 1AU8 ;
- un lotissement écologique en continuité du lotissement communal de Feunteun Gomed, avec modification du type de zonage (2AUh en 1AUh12) et modification du règlement écrit ;
- de nouvelles définitions, plus précises, des orientations d'aménagement, pour permettre une gestion économe de l'espace et un aménagement harmonieux des zones ;
- la mise en place d'emplacements réservés dans les zones U, afin de permettre la réalisation des voies d'accès et chemins piétons prévus ;
- l'identification d'une nouvelle zone à urbaniser, en centre bourg et zonée 1AU1 ;
- la mise à jour du plan de zonage, des nouvelles constructions dans les zones U et AU ;
- le reclassement de zonages N1 en N2 permettant d'effectuer des changements de destination ;
- la mise à jour du règlement écrit suite à la réforme sur le permis de construire en 2007.

Ce dossier appelle quelques observations de ma part :

Concernant les zones AU :

Le rapport de présentation et les orientations d'aménagement indiquent que la commune souhaite instaurer, pour certaines zones :

- des principes afin de limiter les consommations d'espace ;
- des minimas de logements sociaux ;
- la réalisation de voies de desserte d'un gabarit limité ;
- des espaces partagés permettant une mixité des circulations avec une priorité donnée aux circulations douces ;
- une préservation des talus les plus remarquables.

Cette démarche est tout à fait en phase avec les évolutions attendues des futures lois « grenelle », et à ce titre mérite d'être soutenue.

Néanmoins, j'observe que sur le plan réglementaire, le dossier présenté se limite à reprendre la réglementation « ordinaire » (écrite et graphique) des zones AU, sans que celle-ci n'introduise de dispositions destinées à rendre opposables les intentions affirmées, sauf dans une relation de compatibilité entre les futurs projets d'opération et de construction et les orientations d'aménagement, or, il conviendrait que les orientations d'aménagement s'imposent dans une relation de conformité aux projets futurs et pour cela, il est nécessaire que les orientations soient traduites dans les documents réglementaires.

En conséquence la commune se prive de tout moyen réglementaire de s'opposer à un projet d'aménagement qui ne respecterait pas ces objectifs, la réglementation proposée n'étant pas en cohérence avec les intentions affichées.

Par ailleurs, il conviendra également de prendre en compte la globalité et les interactions des aménagements envisagés (accès, dessertes routières et liaisons douces) entre les différentes zones AU. De plus, il apparaît que certaines constructions existantes à proximité de zones U, ont été incluses dans les zones AU. Il conviendra donc de les réintégrer en zonage U.

Concernant les autres constructions enclavées, elles devront être prises en compte dans les orientations d'aménagement.

#### Le reclassement de zonages Nh en Nr permettant d'effectuer des changements de destination :

L'article L. 123-3.1 du code de l'urbanisme, prévoit que dans les zones agricoles, le règlement peut désigner les bâtiments agricoles qui, en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole. Il conviendra donc de privilégier la mise en application de cet article plutôt que la création d'un zonage Nr et son règlement autorisant le changement de destination des bâtiments agricoles.

#### Les emplacements réservés :

Le choix de la mise en place d'emplacements réservés dans les zones U, implique également que le tableau présenté (p.127), dans le rapport de présentation modifié, soit inséré en légende des règlements documents graphiques.

#### La protections des paysages :

Des protections sont instaurées dans le dossier, plus particulièrement pour des talus, or il apparaît que des protections édictés au PLU actuel (règlement document graphique n°1), ne sont pas reprises sur « l'extrait du PLU en vigueur » (ex : talus au nord de la parcelle 1112), ni sur « l'extrait du PLU modifié ». Il conviendra donc de rectifier ces omissions de report, en vérifiant le reste des protections et d'insérer dans le dossier de modification exécutoire du PLU, une cartographie générale (rapport de présentation) des éléments du paysage à préserver, rectifiée.

#### Autres points :

- Concernant le projet d'aménagement et de développement durable, non disponible dans le dossier présenté, il conviendra de vérifier qu'il n'est pas impacté par les modification apportées au plan local d'urbanisme.
- Les planches des règlements documents graphiques impactées par cette modification devront impérativement être insérées dans le dossier exécutoire.

Par conséquent, je vous propose de demander à la commune de revoir son dossier de modification avant l'enquête publique, et plus particulièrement l'identification des zonages AU et les règlements s'y référant.

Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,  
Pour le chef du service aménagement  
La responsable du pôle planification locale

*Christine Ferry*



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU FINISTERE

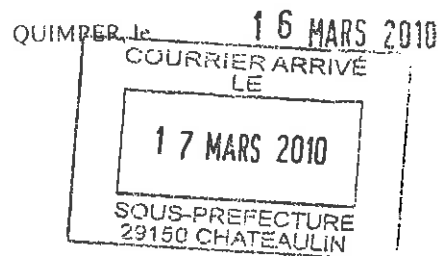
DIRECTION DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de la Coordination Générale

AFFAIRE SUIVIE PAR : Françoise PERON

Téléphone : 02.98.76.27.82

Fax : 02.98.76.29.81



Le Préfet du Finistère

à

Monsieur le Maire de Spézet

S/C de M. le Sous-Préfet de Châteaulin

Objet : Projet de modification du plan local d'urbanisme  
2<sup>ème</sup> notification avant enquête publique

Conformément à l'article L123.13 du code de l'urbanisme, vous m'avez adressé un nouveau projet de modification du plan local d'urbanisme, venant en remplacement du 1<sup>er</sup> projet notifié le 31 décembre dernier.

Sur les nouveaux points présentés dans cette 2<sup>ème</sup> notification, je n'ai aucune observation à formuler.

En revanche, concernant le reste du dossier, identique au premier dossier notifié, il conviendra de prendre en considération les observations déjà formulées dans mon courrier du 20 janvier dernier, à l'exception des réponses apportées dans votre lettre du 18 février, relatives au souhait de ne pas traduire les réorientations d'aménagement des zones 1 AU dans les règlements graphiques et écrits et à la possibilité de permettre le changement de destination dans les hameaux de Kerniou et Gwaz an Veur.

Je vous recommande de prendre en compte ces observations et de compléter le dossier qui sera soumis à enquête publique.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Jacques WITKOWSKI

Copie à DDTM /SA/PPL



R E Ç U   L E

- 5 DEC. 2009

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SPEZET**

**MAIRIE SPEZET**

Nombre de membres : 19  
En exercice : 19  
Qui ont pris part : 15  
A la délibération

**Date d'affichage : 26/11/2009**

**Date convocation : 10/11/2009**

**SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 2009**

L'an deux mille neuf et le vingt novembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gilbert NIGEN, Maire.

**PRÉSENTS** : NIGEN Gilbert, LORANS Jean-Yves, EVEN Gilbert, GUELLEC Sylvie, GUYOMARCH Jeannine, , PICHON Yannick, LE MOAL Loïc, LE DAIN Marie-Françoise, JAOUEN Eliane, RIOU Nicole, BODERE Erwan , CITERIN Guy, TIRODE Jacques, LE SCRAGNE Sandrine , GUILLEMOT Philippe.

**ABSENTS EXCUSES** CARDELLINI Armand (procuration à CITERIN), GUITVARCH Christian (procuration à GILLEMOT Philippe), LE MOAL Sylvie (procuration à RIOU Nicole), BARGAIN Fabrice.

Monsieur Erwan BODERE a été nommé secrétaire.

**DELIBERATION PRESCRIVANT LA MODIFICATION DU PLU**

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-13 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 5 janvier 2006 ayant approuvé le plan local d'urbanisme,

Monsieur Jean-Yves LORANS, adjoint à l'urbanisme, présente les raisons du projet de modification

La commune de SPEZET a plusieurs projets d'aménagement à court ou moyen terme, qui nécessitent des ajustements au niveau du plan de zonage et du règlement :

**1° LA PRISE EN COMPTE DE PROJETS D'AMENAGEMENT**

- **Un projet de foyer-logement pour personnes âgées**, nécessitant la proximité du bourg : cette opération prévue à l'emplacement du practice de golf qui n'est plus utilisé, nécessite un classement de la zone en zone à vocation d'habitat : 1 Auh
- **Le lotissement écologique**, en continuité du lotissement communal de Feunteun Gorned ; la deuxième tranche de ce lotissement nécessite l'ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2 Auh. Cette zone est classée en zone 1 Auh. Par ailleurs, le règlement a été modifié afin de permettre des implantations en limite de voie, ainsi qu'en limite séparative, afin d'optimiser l'implantation du bâti sur ces parcelles (gestion plus économe de l'espace, évolution du bâti facilitée,...).
- Par ailleurs, le bilan des constructions nouvelles fait apparaître la nécessité **de définir de manière plus précise les orientations d'aménagement des zones 1 AU et 2 AU**,

pour une gestion économe de l'espace et un aménagement harmonieux des zones. Ces orientations d'aménagement impliquent également de mettre en place des emplacements réservés dans les zones U, afin de permettre la réalisation des voies d'accès et chemins piétons prévus. Ainsi des parcelles non bâties, situées entre le centre-bourg, le collège et l'école primaire privée, présentent un potentiel de densification. Elles peuvent être reclassées en 1AUh avec des orientations d'aménagement.

## 2° L'ACTUALISATION DU DOSSIER DU P.L.U.

- Des zones 1AUh déjà bâties ont été classées en Uh.
- Les villages de Kerniou et Gwasenveu n'ayant plus d'exploitation agricole en activité peuvent être reclassés de la zone Nr en Zone Nh, permettant des changements de destination de bâtiments.
- Le règlement est mis à jour pour tenir compte de la réforme sur les permis de construire applicable depuis octobre 2007.

Il indique que ces modifications :

- ne porteront pas atteinte à l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;
- ne réduiront pas d'espace boisé classé, de zone agricole, de zone naturelle ou forestière, ou une protection édictée en raison de risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;
- ne comportent pas de graves risques de nuisances.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-Yves LORANS et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1 - de modifier le P.L.U.;

2 - que la modification a pour objectif de mener à bien les projets d'aménagement à court ou moyen terme de la collectivité, d'actualiser le P.L.U

3 - que la modification porte sur le secteur du bourg et les villages de Kerniou et Gwasenveu

4- que le projet sera soumis à l'enquête publique après sa notification aux services de l'Etat et Personnes publiques associées ;

Et décide également :

- de demander, conformément à l'article L. 121-7 du Code de l'urbanisme, que les services de la direction départementale de l'équipement soient mis à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de modification (ou les études d'urbanisme nécessaires à la modification du P.L.U.) ;

- de charger le cabinet d'urbanisme GEOLITT du RELECQ KERHUON de réaliser les études nécessaires à la modification du P.L.U. ;

- de donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la modification du P.L.U.

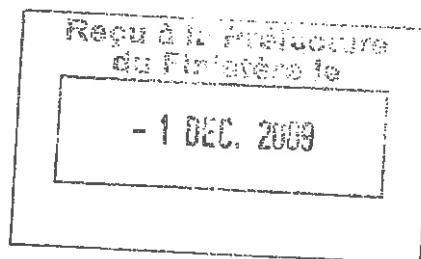
- de solliciter de l'État, conformément à l'article L. 121-7 du Code de l'urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à la modification du P.L.U. ;

- que les crédits destinés au financement des dépenses afférents à la modification du P.L.U. sont inscrits au budget de l'exercice considéré (opération P.L.U. art 202 exercice. 2009) ;

La présente délibération sera transmise au préfet du Finistère et notifiée :

- aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général ;
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture ;

Pour extrait conforme,  
Le Maire, Gilbert NIGEN.



COMMUNE  
DE  
**SPEZET**



**ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE**

**SUR LE PROJET DE MODIFICATION**

**DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-10 et R.123-19 ;

Vu les articles L.123-1 et suivants du Code de l'Environnement (issus de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 modifiée relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement) ;

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration entre le public et l'administration et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ;

Vu le décret no 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 susvisée ;

Vu la délibération en date du 5 janvier 2006 ayant approuvé le P.L.U. ;

Vu la délibération en date du 20/11/2009 ayant prescrit la modification du P.L.U. ;

Vu l'ordonnance en date du 2/03/2010 de M. le Président du tribunal administratif de RENNES désignant Mme Dominique NOEL en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>.** Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de P.L.U. modifié de la commune de SPEZET pour une durée d'un mois du 30/03/2010 au 30/04/2010.

**Article 2.** Mme Dominique NOEL exerçant la profession de Consultante en formation et en accompagnement de projet, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du tribunal administratif.

**Article 3.** Le dossier de projet de P.L.U. et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la mairie de SPEZET pendant une durée d'un mois aux jours et heures habituels d'ouverture à la mairie, du 30/03/2010 au 30/04/2010 inclus ainsi que les samedis de 9 heures à 12 heures.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à l'adresse suivante Mairie de SPEZET, rue Eugène HENAFF 29540 SPEZET.

**Article 4.** Le commissaire enquêteur recevra à la mairie les :

Mardi 30 mars 2010 de 9h à 12h

Samedi 10 avril 2010 de 9h à 12h

Jeudi 22 avril 2010 de 14h à 17h

Vendredi 30 avril 2010 de 14h à 17h

**Article 5.** À l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1<sup>er</sup>, le registre sera clos et signé par le maire qui transmettra dans les 24 heures au commissaire enquêteur ce registre assorti, le cas échéant, des documents annexés par le public.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au maire de la commune de SPEZET le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

**Article 6.** Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au Préfet du département du Finistère et au Président du tribunal administratif.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1<sup>er</sup> de la loi du 17 juillet 1978.

**Article 7.** Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune. Ces publicités seront certifiées par le maire.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

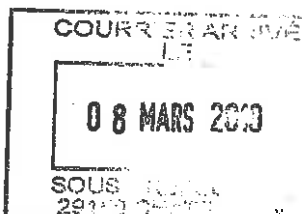
Fait à SPEZET, le 5 mars 2010

Le Maire, Gilbert NIGEN.



TRANSMIS EN  
SOUS-PRÉFECTURE LE

05 MARS 2010



REÇU LE

15 MARS 2010

MAIRIE SPEZET

- Rapports de la commission aux comptes.
- Examen et approbation des comptes et quitus aux administrateurs.
- Affectation des résultats.
- Constatation de la variation du capital.
- Renouvellement du tiers sortant du conseil d'administration.
- Renouvellement des mandats de commissaires aux comptes.
- Questions diverses.

Les associés ont la faculté de prendre connaissance, au siège social, des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes, des comptes annuels et des résolutions proposées.

Le conseil d'administration

## Autres

### COMMUNE DE SPÉZET

#### ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Par délibération en date du 5 janvier 2006, le conseil municipal a approuvé le projet de zonage d'assainissement de la commune de Spézet.

Cette délibération est affichée en mairie.

### COMMUNE DE SPÉZET

#### RÉVISION DU

#### PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS)

Par délibération en date du 5 janvier 2006, le conseil municipal a approuvé le projet du plan local d'urbanisme de la commune de Spézet.

Le dossier de PLU est tenu à la disposition du public à la mairie, aux jours et heures d'ouverture et à la préfecture.

Metmet et de Medine Koca, de nationalité turque, profession : gérant de société, demeurant résidence Park ar Roz n° 24, 29510 Brie, jamais condamné ; a déclaré le prévenu coupable de soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt : dissimulation de sommes, fraude fiscale ; omission d'écriture dans un document comptable : fraude fiscale ; faits commis en 2000 et 2002 et du 1<sup>er</sup> octobre 2000 au 30 septembre 2002 ; et l'a condamné :

Sur l'action pénale : à une peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis. En mesure complémentaire, ordonne aux frais du condamné, la publication par extraits de la décision dans les journaux suivants :

- Le Journal Officiel.
- Le journal Le Télégramme (éditions du Finistère) et dans Ouest-France.

Ainsi que l'affichage aux portes de la mairie du domicile de M. Nafi Ozdemir, pendant 3 mois ;

Sur l'action civile : Dit que M. Nafi Ozdemir par application des dispositions de l'article 1745 du Code général des impôts, sera tenu solidairement avec la société Ozdemir, redevable légale des impôts fraudés ainsi qu'à celui des majorations et pénalités fiscales y afférentes.

Pour extrait conforme  
Le 9 mars 2006  
Le greffier

Qui a dit  
que trouver  
des clients  
était difficile ?

Avec plus d'un demi million de lecteurs *Le Télégramme* garantit une puissance unique sur sa zone de diffusion.

Pour bien communiquer

viamédia

02 98 33 74 00

Qui cherche  
trouve !

Mardi  
Immobilier

3000  
annonces

pour vendre, acheter, louer...

Le support  
de  
l'immobilier



\*Pour l'ensemble des éditions du Télégramme

Chaque jour, plus d'un demi million de lecteurs

- Ou étage : grand salon-salle à manger, grande chambre communicant avec salle de bains, baignoire, wc, une petite chambre donnant sur jardin ; au-dessus, 2 greniers individuels.

- Jardin sur arrière et terrasse.

**MISE À PRIX : 60.000 € (soixante-mille euros)**

Le cahier des charges a été déposé au greffe du tribunal de grande instance de Quimper, le 2 février 2006, où toute personne peut en prendre connaissance.

Les enchères ne pourront être reçues que par ministère d'avocat exerçant au barreau de Quimper.

Pour insertion : C. TESSIER



## PROGRAMME PRÉVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS 2005-2009 LYCÉE KERNEUZEC À QUIMPERLÉ

### RESTRUCTURATION DU SERVICE DE RESTAURATION

## AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

1. Maître d'ouvrage : Conseil régional de Bretagne, 283, avenue Général-Patton, CS 21101, 35711 Rennes Cedex 7.

Mandatitaire : SEMAEB, agence de Quimper, 28 bis A, bd Duplex, BP 1526, 29105 Quimper Cedex, tél. 02.98.64.44.44.

2. Mode de passation choisi : appel d'offres ouvert (articles 33 et 57 à 59 du Code des marchés publics).

3. Objet des marchés :

- Intitulé de l'opération : restructuration du service de restauration.
- Lieu d'exécution : Lycée d'enseignement Kerneuzec à Quimperlé (29).
- Nature des prestations : démolition partielle, mise en place d'installations provisoires, réalisation de travaux de gros œuvre et second œuvre sur salles de restauration, cuisine, laverie et stockage...

- Répartition des travaux en 23 lots :

- Lot 1 : VRD, travaux sur voirie et tranchées.

- Lot 2 : désamiantage.

- Lot 3 : démolition, gros œuvre.

- Lot 4 : enduits extérieurs de ravalement.

- Lot 5 : charpente bois.

- Lot 6 : charpente, couverture et bardage métallique.

- Lot 7 : couverture zinc.

- Lot 8 : étanchéité.

- Lot 9 : menuiserie aluminium et acier.

- Lot 10 : menuiserie bois.

- Lot 11 : cloisonnements cloisons sèches et plâtrerie.

- Lot 12 : revêtements de sols durs, carrelage.

- Lot 13 : revêtements de sols souples, textiles grandes surfaces.

- Lot 14 : peinture.

- Lot 15 : plafonds suspendus.

- Lot 16 : occultations.

- Lot 17 : sol résine.

- Lot 18 : électricité.

- Lot 19 : plomberie, sanitaires.

- Lot 20 : chauffage, ventilation, traitement d'air.

- Lot 21 : équipements de cuisine.

- Lot 22 : équipements de froid.

- Lot 23 : cuisine provisoire modules équipés (intervention juillet 2006).

- Modalités d'attribution des lots : par marchés séparés.

- Délai d'exécution : 15 mois, démarrage mi-juin 2006.

- Décomposition du marché : une tranche ferme.

- Modalités essentielles de financement et de paiement :

Financement : ressources propres de la collectivité territoriale (Conseil régional de Bretagne).

Estimation travaux : 2.500.000 € HT.

4. Retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation à demander à l'adresse suivante par fax : ATR, 6 bis, rue de Brest, 29000 Quimper, tél. 02.98.95.25.31, fax 02.98.95.23.91. E-mail : a.t.r.com ou par voie électronique à l'adresse suivante : <http://marchespublics.region-bretagne.fr>

5. Candidatures et offres :

Les candidatures et les offres doivent être remises par écrit à l'adresse suivante :

SEMAEB, agence de Quimper, 28 bis A, bd Duplex, BP 1526, 29105 Quimper Cedex.

Les candidatures et offres seront transmises sous pli cacheté portant l'intitulé de l'opération, ou par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://marchespublics.region-bretagne.fr>

Les critères d'attribution, hiérarchisation et pondération sont les suivants :

1. Garanties de l'entreprise (moyens humains, moyens matériels), 20 %.

2. Références et qualification professionnelles, 20 %.

3. Valeur technique de l'offre, pour 20 %.

4. Coût des prestations, pour 40 %.

Date limite de remise des candidatures et offres : le 10 avril 2006, avant 16 h.

Délai de validité des offres : 120 jours.

6. Justifications à produire (conformément aux articles 45 et 46 du Code des marchés publics) :

- Une lettre de candidature (formulaire DC4, voir sur le site [minefi.gouv.fr](http://minefi.gouv.fr)).

- Une déclaration sur l'honneur (formulaire DC5).

- Les attestations d'assurances (garanties décennale et responsabilité civile).

- Un certificat de qualification en cours de validité ou références équivalentes.

7. Renseignements :

D'ordre technique, M. Letenneur, architecte, 9 bis, place Hervo, 29300 Quimperlé, tél. 02.98.39.36.97.

D'ordre administratif : M. Olivier Botrel, SEMAEB, agence de Quimper, 28 bis A, bd Duplex, BP 1526, 29105 Quimper Cedex, tél. 02.98.64.44.44.

8. Date d'envoi à la publication : le 14 mars 2006.

LE TÉLÉGRAMME peut ajouter à la publication des petites annonces dans ses colonnes, sur la base du tarif, une diffusion complémentaire à titre gratuit sur son site Internet, afin de toucher un plus large public, tant en France qu'à l'étranger.

La demande d'insertion dans le journal emporte autorisation expresse de l'annonceur pour cette éventuelle diffusion, soit directement par LE TÉLÉGRAMME, soit par l'une de ses filiales ou l'un de ses partenaires.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DE LA COMMUNE DE SPEZET**

Nombre de membres : 19  
En exercice : 18  
Qui ont pris part : 14  
A la délibération

Date d'affichage : 07/03/2005  
Date convocation : 18/02/2005

**SÉANCE DU 28 FEVRIER 2005**

Etaient présents : Louis ROUZIC – Auguste EMERY – Anne Marie DUIGOU – Joël QUERE – Margot LE VALLEGANT – Nicole RIOU – Christian GUITVARC'H – Emile PHILIPPE – Jacqueline BRIAND – Eliane GRALL – Françoise QUEMET BANCEL – Eugène BLOUET- Sylvie LE MOAL

**ABSENTS EXCUSES :** François LE BON (procuration à Lois ROUZIC) – Laurence CITERIN – Maryse SPARAPAN

**ABSENTS :** Dominique COTTY – Ronan LOLLIER

Mr Joël QUERE a été nommé secrétaire.

**ARRÊT DU PROJET PLU**

En préambule, Monsieur le Maire rappelle les raisons qui ont conduit la Commune à décider d'engager la révision du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire de la Commune, les modalités, selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre et le bilan qu'il convient de tirer de cette concertation (cf annexe de la présente délibération), le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal, lors de sa séance du 31 mars 2003, sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable, les principales options, orientations et règles que contient le projet de PLU.

Monsieur le Maire souligne également que l'étude de zonage d'assainissement est menée en parallèle par le Cabinet B3 E.

Enfin, Monsieur le Maire insiste sur l'importance du travail fourni par Auguste EMERY, Adjoint à l'urbanisme et lui passe la parole.

Monsieur EMERY explique aux membres de l'Assemblée l'importance des documents présentés au cours de cette séance.

Ces documents seront transmis aux services de l'Etat et aux personnes publiques associées au projet pour avis.

Monsieur EMERY poursuit en indiquant que des modifications ont été apportées depuis la dernière réunion de la commission d'urbanisme en date du 30 novembre 2004.

Ces modifications sont soumises au Conseil pour validation avant arrêt du projet PLU.

**1) Zonage**

Afin de tenir compte des résultats des sondages complémentaires réalisés par le Cabinet B3E, il a lieu de déclasser les parcelles suivantes, inaptées à l'assainissement.

- Kergwen (planche n° 1) : une partie des parcelles 1061 et 1063 sont déclassées de la zone 2AUh et classées en N
- Kervennou (planche n°2) : les parcelles 1299,1300,1301,1302,1303,1304, 341 et 1092 sont exclues de la zone UHb et classées en zone N
- Trévilli Huella (planche n° 3) : le village, classé en zone UHb est modifié et est désormais classé en NR
- Kermenez Krenn (planche n° 4) : la parcelle 1224 est déclassée de la zone UHB et classée en zone N

## 2) PADD

Seuls les talus situés en fond de vallée, le long des routes, chemins et sentiers de randonnées feront l'objet d'une protection au titre de la loi Paysage.

Ceci exposé, Monsieur EMERY propose aux membres du Conseil de valider ces modifications et d'arrêter le projet PLU.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123-9, L 300-2 et R 123-18 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 août 2001 ayant prescrit la révision du PLU,

Vu le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Maire présenté en annexe,

Vu la délibération en date du 31 mars 2003 concernant les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Vu le rapport de présentation, le projet de plan d'aménagement et de développement durable, les orientations d'aménagement, le règlement, les documents graphiques et les annexes,

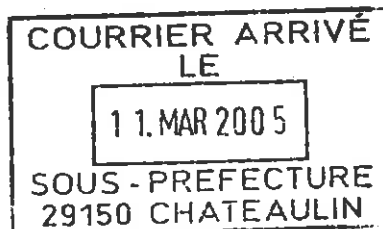
Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- de valider les modifications apportées aux cartes de zonage et au PADD, telles que exposées ci-dessus
- d'arrêter le projet de PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération en tenant compte des modifications apportées ci-dessus.
- de soumettre pour avis le projet de PLU aux personnes publiques associées au titre de l'article L 123-9 du Code de l'urbanisme, ainsi qu'aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur ce projet et mentionnées dans la délibération en date du 23/08/2001 ;

Conformément au dernier alinéa de l'article L 300-2 1<sup>er</sup> alinéa du Code de l'urbanisme, le dossier définitif du projet de PLU, tel qu'arrêté par le Conseil Municipal, est tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article R 123-18 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois.

REÇU LE  
17 MARS 2005  
MAIRIE SPEZET



Pour extrait conforme,  
Le Maire, Louis ROUZIC





## ARRET DU PLAN LOCAL D'URBANISME

### BILAN DE LA CONCERTATION

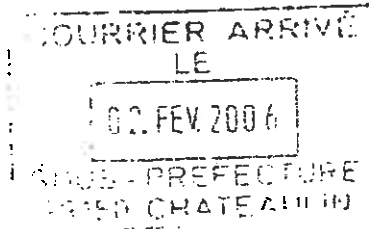
Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de la concertation sur le projet de Plan Local d'Urbanisme, plusieurs modalités ont été mises en œuvre, comme définies dans la délibération prescrivant la mise en révision du Plan Local d'Urbanisme.

- un registre a été ouvert en Mairie : celui-ci n'a fait l'objet d'aucune remarque d'ordre général ;
- des affiches décrivant le diagnostic communal et les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ont été exposées pendant la phase d'étude ;
- trois articles sur l'état d'avancement des études (procédure, diagnostic, et Projet d'Aménagement et de Développement Durable) sont parus dans le bulletin municipal, en janvier 2003 et janvier 2004
- une réunion publique a été organisée le 23 juin 2004, pour exposer les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.
- Les demandes individuelles de classement en zone constructible de terrains ont toutes été examinées.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DE LA COMMUNE DE SPEZET**

Date d'affichage : 31/01/2006  
Date convocation : 29/12/2005



Nombre de membres : 19  
En exercice : 17  
Qui ont pris part : 15  
A la délibération

**SÉANCE DU 5 JANVIER 2006**

**Etaient présents** : Louis ROUZIC – Auguste EMERY – Anne Marie DUIGOU – Joël QUERE – Nicole RIOU – Emile PHILIPPE – Jacqueline BRIAND – Françoise QUEMET BANCEL – Eugène BLOUET – Dominique COTTY – Laurence CITERIN – Sylvie LE MOAL – François LE BON – Eliane GRALL

**Absents excusés** : – Ronan LOLLIER (procuration à Louis ROUZIC)

**Absents** : Maryse SPARAPAN – Christian GUIVARC'H

Mr Auguste EMERY a été nommé secrétaire.

**DROIT DE PRÉEMPTION : MISE A JOUR SUITE A LA REVISION DU PLU**

Monsieur le Maire rappelle que l'actuel droit de préemption ne s'applique qu'au plan d'occupation des sols de la Commune approuvé en 1988.

L'article 211-1 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux Communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme rendu public ou approuvé d'instituer un droit de préemption sur tout ou partie des zones urbaines ou d'urbanisation future.

Monsieur le maire précise que suite à l'approbation du PLU, il y a lieu de délibérer afin de tenir compte du nouveau zonage.

Le Conseil Municipal,  
Après en avoir délibéré,

Décide d'instituer le droit de préemption urbain (D.P.U) sur la totalité des zones urbaines (zones Uha, Uhb, Ui) ou à urbanisation future (1AUh, 1 AUI, 2 AUh) du Plan local d'urbanisme.

Donne délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Précise que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie et d'une insertion dans deux journaux :

- le Télégramme de Brest et de l'Ouest
- le Ouest France

Précise que le périmètre d'application du droit de préemption urbain sera annexé au dossier du PLU conformément à l'article R 123-13-4 du Code de l'Urbanisme.

Précise qu'une copie de la délibération sera transmise à :

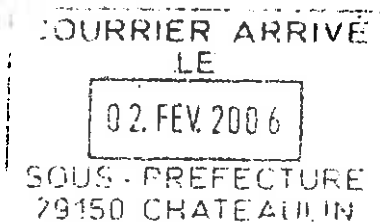
- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux du Finistère,

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DE LA COMMUNE DE SPEZET**

**Date d'affichage : 31/01/2006**

**Date convocation : 29/12/2005**



Nombre de membres : 19  
En exercice : 17  
Qui ont pris part : 15  
A la délibération

**SÉANCE DU 5 JANVIER 2006**

**Etaient présents** : Louis ROUZIC – Auguste EMERY – Anne Marie DUGOU – Joël QUERE – Nicole RIOU – Emile PHILIPPE – Jacqueline BRIAND – Françoise QUEMET BANCEL – Eugène BLOUET – Dominique COTTY – Laurence CITERIN – Sylvie LE MOAL – François LE BON – Eliane GRALL

**Absents excusés** : – Ronan LOLLIER (procuration à Louis ROUZIC)

**Absents** : Maryse SPARAPAN – Christian GUIVARC'H

Mr Auguste EMERY a été nommé secrétaire.

**APPROBATION DE LA RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-12 et L. 123-19.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 23 août 2001 ayant prescrit la révision du plan d'occupation des sols (P.O.S.) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2005 ayant arrêté le projet de P.L.U. suite à la concertation ;

Vu l'arrêté du Maire en date du 25 juillet 2005 soumettant à enquête publique le projet de P.L.U. arrêté par le Conseil Municipal,

Vu l'avis des personnes publiques et la prise en considération de leurs observations,

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture au titre de l'article L123-9, valant avis sur la réduction de l'espace agricole au titre de l'article R123-17 ;

Vu le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur et la prise en considération des demandes ;

Vu les trois modifications apportées au dossier suite à la consultation des services et l'enquête publique, considérées comme des erreurs matérielles ;

\* **parcelle n° D 267- Croix Castel** : un permis est en cours sur cette parcelle classée Uhb au POS et A au PLU → à classer en Nr (car l'étude d'assainissement a défini des contraintes fortes à l'assainissement autonome),

\* **parcelle n° I 1555 – Croix Restangoff** : un CU est en cours sur cette parcelle classée Uhb au POS et A au PLU → à classer en Uhb, car un accès par une route communale est possible (pas d'accès direct sur la RD),

\* **parcelle n° B 2003 – Rue de la Gare** : un CU est en cours sur cette parcelle classée Uhb au POS et A au PLU → à classer en Uhb, car située en agglomération et parcelle desservie par l'assainissement collectif.

Considérant que la révision, telle qu'elle est présentée au Conseil Municipal est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme.

Après avoir délibéré,  
le Conseil Municipal,

Décide d'approuver le P.L.U. tel qu'il est annexé à la présente,

Conformément à l'article R123-25 du Code l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

La présente délibération sera exécutoire

- dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du P.L.U. ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications ;
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

Pour extrait conforme,  
Le Maire,  
Louis ROUZIC



Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : [www.ouestmarches.com](http://www.ouestmarches.com)

Pour faire paraître une annonce légale : Medialex, tél. 0 820 820 612 - Fax 0 820 309 009 (0,12 € la minute) e-mail : [annonces.legales@medialex.fr](mailto:annonces.legales@medialex.fr)

## Avis d'attribution marchés publics et privés

### Commune de Riec-sur-Belon

#### Avis d'attribution

Procédure adaptée.  
Objet : renforcement de voirie, programme 2005.  
Date d'attribution : le 24 juin 2005.  
Nombre d'offres reçues : 7.  
Titulaire du marché : Eurovia, 21 de l'Hippodrome, 29196 Quimper cedex.  
Montant du marché : 136 295,80 euros HT.  
Avis d'appel à concurrence publié le 9 juin 2005.

#### Avis administratifs

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DU PAYS DE LANDIVISIAU

Commune de SPÉZET

Projet de réalisation  
d'une zone d'activités  
à Kermat en Guiclan

Projet de Plan local d'urbanisme  
(PLU) et projet de zonage  
d'assainissement

#### AVIS AU PUBLIC

Par arrêté du 11 août 2005, le président de la Communauté de communes du pays de Landivisiau a prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de réalisation d'une zone d'activités à Kermat en Guiclan. Conformément au décret no 85-453, du 23 avril 1985 modifié, seuls sont soumis à enquête publique les lotissements permettant la construction de plus de 5 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette sur le territoire d'une commune non dotée, à la date du dépôt de la demande, d'un document d'urbanisme ayant fait l'objet d'une enquête publique. La zone d'activités de Kermat figurant au dossier de la carte communale de Guiclan, approuvée par le préfet, le 27 juillet 2004 après enquête publique, il n'y a donc pas lieu de mettre en œuvre une nouvelle enquête publique. Par conséquent, l'arrêté du 11 août est retiré et le dispositif prévu pour l'enquête publique annulé.

Le Président  
Georges TIGREAT

Commune de BRIEC-DE-L'ODET

Création  
d'une chambre funéraire

#### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est prévenu qu'une enquête publique sera ouverte du lundi 5 septembre au lundi 19 septembre 2005 inclusivement à la mairie de Briec-de-l'Odét sur le projet susvisé en application d'un arrêté préfectoral no 2005/0814 du 12 août 2005.

Les intéressés pourront, pendant ce temps, prendre connaissance du dossier à la mairie susvisée, tous les jours, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h (les samedis, dimanches et jours fériés exceptés), consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Indépendamment de ces dispositions, le commissaire-enquêteur recevra les déclarations verbales des habitants et des intéressés sur ce projet, de 9 h à 12 h, le lundi 5 septembre, et de 14 h à 17 h, le mercredi 14 septembre et le lundi 19 septembre 2005 à la mairie de Briec-de-l'Odét.

M. Marcel Kerfriden, rue de Briscoul à Plogastel-St-Germain, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

A l'issue de l'enquête, une copie du rapport, dans lequel le commissaire-enquêteur énonce ses conclusions,

Le Maire  
Louis ROUZIC

#### Me des sociétés

#### PASQUALE

Société à responsabilité limitée  
Capital social : 5 000 euros  
Siège social : Kerganet  
29300 REDENÉ

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 18 août 2005 à Redené, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :  
Forme : société à responsabilité limitée

## Avis de marchés publics

Procédure adaptée  
Marchés inférieurs à 90 000 € HT

### Caisse primaire d'assurance maladie des Côtes-d'Armor

Marché de prestations de services bancaires

#### Procédure adaptée

Organisme qui passe le marché : Caisse primaire d'assurance maladie des Côtes-d'Armor, 106, boulevard Hoche, 22024 Saint-Brieuc cedex 1, tél. 02 96 75 95 17, fax 02 96 75 95 20.

Procédure de passation : marché sur procédure adaptée.

Objet : marché de prestations de services bancaires.

Lieux d'exécution : Caisse primaire d'assurance maladie, 106, bd Hoche, 22024 Saint-Brieuc cedex 1.

Exécution des prestations à compter : 15 octobre 2005.

Lieu où l'on peut retirer le dossier de consultation : CPAM St-Brieuc (Direction de l'administration générale), (Mme Coer), 106, bd Hoche, 22024 Saint-Brieuc, tél. 02 96 75 95 08, fax 02 96 94 52 40.

Réception des propositions financières : les plis seront cachetés avec la mention inscrite sur l'enveloppe « Prestations de services bancaires », ne pas ouvrir adressés à : M. le Directeur de la Caisse primaire d'assurance maladie des Côtes-d'Armor, 106, boulevard Hoche, 22024 Saint-Brieuc cedex 1.

Date limite de réception des offres : vendredi 16 septembre 2005 à 16 h. Renseignements marché : CPAM Saint-Brieuc, Direction des finances, de la comptabilité et de l'informatique.

Jusqu'au 19 août 2005 : M. Le Duigou, fondé de pouvoir, tél. 02 96 75 95 63.

A partir du 22 août 2005 : Mlle Baron, agent comptable, tél. 02 96 75 95 03. Renseignements administratifs : CPAM, M. Sellier ou M. Bonin, 106, bd Hoche à Saint-Brieuc, tél. 02 96 75 95 17, fax 02 96 75 95 20.

## Marchés publics

Procédure adaptée

### Service départemental d'incendie et de secours des Côtes-d'Armor

Petit matériel de GRIMP, divers matériels  
de GRIMP, habillement pour GRIMP

#### Avis d'appel public à la concurrence

Personne publique : Service départemental d'incendie et de secours des Côtes-d'Armor, 13, rue de Guernesoy, 22015 Saint-Brieuc cedex, tél. 02 96 75 11 11, fax 02 96 75 40 91.

Objet des marchés :  
1. Petit matériel de GRIMP.  
2. Divers matériels de GRIMP.  
3. Habillement pour GRIMP.

Procédure de passation : marchés passés selon la procédure adaptée en vertu de l'article 28-1 du nouveau Code des marchés publics.

Date de remise des offres : 20 septembre 2005 avant 16 h.

Retrait des dossiers : les entreprises intéressées peuvent obtenir les dossiers, après demande par fax 02 96 75 40 91 au service marchés publics du SDIS 22.

Renseignements techniques : Major Billou, tél. 02 96 46 53 18 ou tél. 06 72 93 37 08.

Renseignements administratifs : Mme Kéja, tél. 02 96 75 11 11.

Date d'envoi pour publication : 18 août 2005.

### Commune de Pont-l'Abbé

Rénovation des halles

#### Avis d'appel public à la concurrence

Identification de l'organisme qui passe le marché : Commune de Pont-l'Abbé, square de l'Europe, BP 23081, 29123 Pont-l'Abbé cedex, tél. 02 98 66 09 09, fax 02 98 66 09 00.

Procédure de passation : procédure adaptée (article 28 du CMP).

Objet du marché : rénovation des halles.

Lot 01 : revêtements de sol.

Lot 02 : peinture.

Lieu où l'on peut retirer le dossier de consultation : Mairie, square de l'Europe, BP 23081, 29123 Pont-l'Abbé cedex.

Date limite de réception des offres : 20 septembre 2005 à 16 h.

## NCEURS

nceurs de bien  
la négative, aux  
de nos lecteurs,  
t un timbre pour

**Le Télégramme**

Appellez le **0 810 512 512**  
coût d'un appel local

### ▼ Appartements

#### Studios/T1

Idéal étudiant, proximité IUT, studio avec kitchenette équipée, double vitrage. Loyer : 250 €, frais 160 €/130 €. Logimo, tél. 02.98.95.38.98.

#### T2/T3

Quimper, loue T2 cuisine aménagée, lumineux, balcon, libre, loyer 416.26 € + 18 € charges. ☎ 02.98.54.82.29

Secteur Kerfeunteun, T2 refait à neuf, confort, rangement, double vitrage. Loyer : 375 €, frais 160 €/130 €. Logimo, tél. 02.98.95.04.25.

Loue T2 dans petite résidence cuisine équipée, parking, 380 € + charges, proximité commerce, ☎ 02.98.87.91.98.

### ▼ Appartements meublés

Le Guilvinec centre, loue à l'année 3 pièces meublées, tout confort, 370 €. Tél. 02.98.58.30.50 (H.R.) ou 06.67.27.81.02.

A saisir, près du centre-ville, appartement T1 meublé, cuisine équipée, caution 1 mois. Loyer : 193 €, frais 160 €/130 €. Logimo, tél. 02.98.64.21.09.

### ▼ Gîtes ruraux

Pleuven, gîtes de qualité, de septembre à mai, 1/2 chambres, près commerces, calme, en pleine campagne. Téléphone 02.98.54.70.55.

### ▼ Location saisonnière

Concarneau 200m plage, 500m centre ville, maison T3 sur terrain du propriétaire, 280 € la semaine septembre. Tél 02.98.50.79.83 ou 06.17.66.93.80.

### Région Châteaulin

#### ▼ Maisons

Cast, maison, 3 chambres, quartier calme, jardin clos, libre 1er septembre, excellent état, 550 €. Tél. 06.70.35.91.48.

### Région Concarneau

#### ▼ Appartements

##### Studios/T1

Bourg de St-Yvi, loue dans petit immeuble studio de 25 m², rez-de-chaussée, kitchenette coin cuisine, séjour, salle d'eau. Libre immédiatement. Tél. 02.98.94.70.63.

##### T2/T3

Rosporden loue à personne seule, T2 calme, libre courant septembre, 350 €. ☎ 02.98.59.21.96 heures repas.

### Région Brest

#### ▼ Appartements

##### Studios/T1

Brest, particulier loue T1 bis, rue Kergus, kitchenette équipée, 360 € + 30 € charges. 06.62.49.16.60.

Le Landais, prox. piscine Recouvrance, T2, 40 m², T8E, lumineux, chauffage électrique, cuisine aménagée, piscine, 400 €. CC. 06.89.60.35.19.

### ▼ Gîtes ruraux

Gîte rural, proche de Brest, 3 chambres, séjour, salle d'eau, libre sept.05 à juin 06. Tél.06.63.00.45.59.

### Région Lorient

#### ▼ Location saisonnière

Bretagne-sud, Quiberon, loue T2, proche thalasso, 300 m plage, RDC véranda sur petit jardin, à partir du 20 août 02.97.30.41.57 ou 06.87.08.20.12.

### Vente

#### Région Quimper

#### ▼ Maisons

De 150 à 230.000 €

**Britimmo**  
www.britimmo.com

FINISTERE SUD  
Maison T4

**COMBRIT**

Maison des vives 14. Séjour exposé au Sud. Cuisine Aménagée et Semi-Équipée. 2 Chambres. SDE. Terrain arboré et planté. Le tout dans Bourg proche Mer. RARE SUR LE MARCHE.

199.000 € FAI 1305.400 F 1105175 Référence

☎ N°Azur 0 810 442 442

**Britimmo**  
www.britimmo.com

BRIST Métropole Océan  
Maison T5

**PLUGUEFAN**

Maison T5 des années 50. Séjour double. Cuisine Aménagée. SDB. 3 Chambres dont 1 au RDC. Cave. Chauffage Fioul. PVC DV. Combles aménagés. Terrain Arboré 1481 m². PROCHE DE TOUT.

173.800 € FAI 1.140.100 F 1105297 Référence

☎ N°Azur 0 810 442 442

Plus de 230.000 €

**Britimmo**  
www.britimmo.com

FINISTERE SUD  
Maison T5

**LA FORÊT FOUESNANT**

Finistère Bretonne T5. Séjour. Cheminée. Cuisine Aménagée. 3 Chambres dont 1 en RDC. Bureau. 2 SDE. Sous-sol complet carrelé. Chauffage Fioul de 2001. AU CALME À 15 MIN À PIEDS DES PLAGES.

336.000 € FAI 2.204.000 F 1170476 Référence

☎ N°Azur 0 810 442 442

**Britimmo**

### ▼ Maisons

Plus de 230.000 €

**Britimmo**  
www.britimmo.com

FINISTERE SUD  
Maison T5

**TRÉGUNC**

Propriété des années 40. Cuisine Aménagée. Séjour. Salon. 2 Chambres. Bureau. SDE. A l'étage Mézantine. 2 Chambres. SDE. Parc paysager. Garage. Cave. Dépendance. 4 KMS DES PLAGES.

400.300 € FAI 2.625.800 F 1170576 Référence

☎ N°Azur 0 810 442 442

Trégunc Douveil, 100m plage, maison neuve T5, terrain 909 m² SCS, cuisine US. géothermie, étage, vue mer. 380.000 € HFN. ☎ 02.98.06.76.17

### Région Quimper

#### ▼ Appartements

##### T2/T3

Vds Appart T2 48 m², refait à neuf, séjour, cuisine aménagée équipée, ch, SDB, WC + 1 cave. Quimper centre. Agence s'abstenir. 83.000 €. Part : ☎ 30.60.23.38.

### Recherche

#### Achat

Couple achète env. Saint-Erieux (Ploufragan, Tréguidel, Pordic, etc.) maison avec ou sans travaux. Tél. ☎ 25.22.41.16.72. 06.10.46.49.17.

De particulier à particulier - vendez, achetez villa, propriété, appartement, terrain, commerce, PME, clientèle internationale. vendeurs : AC2i appel gratuit 0800.10.30.10 ; acheteurs : Internet www.midi.fr

Acheteurs Français, Allemands, Anglais, Hollandais... Recherche entre particuliers, maisons, appartements, terrains... Partenaire Européen, téléphone gratuit 0800.14.11.60. (TEL2)

**Emploi**

### Offres

#### Transport

Taxi Landemeau, cherche 2 chauffeurs, permis taxi obligatoire, débutants acceptés. Tél. 02.98.21.65.12.

**Annonces officielles**

### Légales et judiciaires

#### Avis Attributions de marchés

### AVIS D'ATTRIBUTION

1. Identification de la collectivité ou du service qui passe le marché

Le 16/08/06  
Identification de la collectivité qui passe le marché : commune de Bénodet

Objet du marché : travaux de mise à niveau technique de la station d'épuration du Poulpy.  
Marché : titulaire, entreprise Stereau, Cité des affaires 2, rue Général-Weygand, 56037 Vannes. Montant du marché : 1.900.000 € HT.

### Enquêtes publiques

COMMUNE DE SPÉZET

PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.

### OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE CONJOINTE

#### Rappel

Il est rappelé au public que par arrêté en date du 25 juillet 2005, le maire de la commune de Spézet a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de PLU et de zonage d'assainissement.

A cet effet, M. Honoré Hervé, domicilié 70, route de Callac, 29270 Carhaix-Plouguer, technico-commercial section agrochimie en retraite, a été désigné par le tribunal administratif comme commissaire enquêteur.

L'enquête se déroule à la mairie de Spézet, du 19 août 2005 au 19 septembre 2005, aux jours et heures habituels d'ouverture, où chacun peut prendre connaissance du dossier ; consigner ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet ; les adresser par écrit au commissaire enquêteur, en mairie de Spézet.

Indépendamment de ces dispositions, le commissaire enquêteur recevra en mairie de Spézet les déclarations verbales sur les projets les vendredis 19 août 2005, de 9 h à 12 h ; jeudi 25 août 2005, de 9 h à 12 h ; mercredi 31 août 2005, de 9 h à 12 h ; jeudi 8 septembre 2005, de 9 h à 12 h ; jeudi 15 septembre 2005, de 9 h à 12 h ; lundi 19 septembre 2005, de 14 h à 17 h.

Son rapport et ses conclusions transmis au maire dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête seront tenus à la disposition du public à la mairie. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.

Le maire, Louis ROUZIC

COMMUNE DE TELGRUC-SUR-MER

PROJET DE DÉCLASSEMENT D'UNE SECTION DE CHEMINS RURAUX AUX VILLAGES DE "KERJEAN" ET DU "PENQUER" ET L'ALIÉNATION DE CES DÉLAISSÉS AU PROFIT DE RIVERAINS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE TELGRUC-SUR-MER.

### ENQUÊTE PUBLIQUE

#### Avis d'enquête

Le public est prévenu qu'une enquête publique est ouverte du mardi 6 septembre 2005 au mardi 20 septembre 2005, à la mairie de Telgruc-sur-Mer sur le projet susvisé en application d'un arrêté municipal du 11 août 2005.

Les intéressés pourront, pendant ce temps, prendre connaissance du dossier, à la mairie de Telgruc-sur-Mer aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet, ou les adresser au commissaire enquêteur en mairie.

Indépendamment de ces dispositions, le commissaire enquêteur recevra à la mairie les déclarations verbales des habitants et des intéressés sur l'intérêt du projet, le mardi 6 septembre 2005, de 9 h à 12 h ; le mardi 20 septembre 2005, de 14 h à 17 h.

Ouest France du 28 juillet 2005

Finistère

## Avis d'attribution marchés publics et privés

### Brest Métropole Habitat

#### Avis d'attribution de marchés

Opération n° 01 : contrats d'assurance.

Lot 01 : SMACL ; Niort ; offre de base : 14 170 euros HT.

Lot 02 : GAN, Perouas ; Brest ; offre de base : 26 076 euros HT, (franchise 152 euros HT).

Lot 03 : AGF, Omnes ; Brest ; offre de base : 2 828 euros HT.

Lot 04 : MMA, Irvos ; Brest ; offre de base : 525 euros HT.

Lot 05 : CNP ; Paris ; offre de base : 114 365 euros HT.

Lot 06 : Dexia ; Orléans ; offre de base : taux tranche A : 1,49 %, taux tranche B : 2,27 %.

Opération n° 02 : construction de 17 logements à Plougastel-Daoulas « 14-16, rue Mathurin-Thomas ».

Lot 01 : Delaroche-Perrot ; Guipavas ; offre de base : 7 088,31 euros HT.

Lot 02 : Delaroche-Perrot ; Guipavas ; offre de base : 23 683,93 euros HT.

Lot 03 : Crenn ; Plougastel-Daoulas ; offre de base : 475 681,16 euros HT.

Lot 04 : MCA ; Plonévez-du-Faou ; offre de base : 30 514,25 euros HT.

Lot 05 : Trebaul ; Saint-Renan ; offre de base : 34 525,98 euros HT.

Lot 06 : BVO ; Brest ; offre de base : 67 664,60 euros HT.

Lot 07 : Clairalu ; Gouesnou ; offre de base : 11 981 euros HT.

Lot 08 : CMT ; Plougonven ; offre de base : 35 734,67 euros HT.

Lot 09 : Lapous ; Plouigneau ; offre de base : 79 541,72 euros HT.

Lot 10 : Kerdreux Garlatti ; Gouesnou ; offre de base : 57 397,55 euros HT.

Lot 11 : EPC ; Plougastel-Daoulas ; offre de base : 63 281 euros HT.

Lot 12 : EPC ; Plougastel-Daoulas ; offre de base : 61 320 euros HT.

Lot 13 : Gervais Gérard ; Brest ; offre de base : 42 665,39 euros HT.

Lot 14 : Baudouard ; Landemeau ; offre de base : 49 027,83 euros HT.

Lot 15 : Schindler ; Quimper ; offre de base : 24 500 euros HT.

Opération n° 03 : travaux d'amélioration de la sécurité dans les parties communes de l'immeuble situé 10, rue Claude-Farrère à Brest.

Lot 01 : Batiroise ; Brest ; offre de base : 121 861,24 euros HT.

Lot 02 : SEO ; Brest ; offre de base : 4 193,27 euros HT.

Lot 03 : SEI ; Brest ; offre de base : 20 978,28 euros HT.

Lot 04 : Cloarec ; Irvillac ; offre de base : 5 350 euros HT.

Lot 05 : Baussan ; Brest ; offre de base : 14 710,11 euros HT.

Opération n° 04 : contrats d'entretien de 3 379 appareils de chauffage individuel ou de production d'eau chaude et d'appareil de ventilation mécanique.

Lot 01 : Sodragaz ; Brest ; offre de base : 53 545,70 euros HT.

Lot 02 : Sodragaz ; Brest ; offre de base : 19 052,60 euros HT.

Lot 03 : gaz dépannage ; Brest ; offre de base : 55 841,45 euros HT.

Lot 04 : centre dépannage gaz ; Brest ; offre de base : 24 927 euros HT.

Opération n° 05 : travaux d'extension et de restructuration partielle de la résidence pour personnes âgées de Kerbleunio à Gouesnou.

Lot 01 : Lalouer Boucher ; Gouesnou ; offre de base : 60 330,05 euros HT.

Lot 02 : MCA ; Plonévez-du-Faou ; offre de base : 9 734,37 euros HT.

Lot 03 : Soprema ; Quimper ; offre de base : 10 000 euros HT.

Lot 04 : Clairalu ; Gouesnou ; offre de base : 12 954 euros HT.

Lot 05 : Batiroise ; Brest ; offre de base : 52 862 euros HT.

Lot 06 : SBMI ; Brest ; offre de base : 29 564,58 euros HT.

Lot 07 : Kerdreux-Garlatti ; Gouesnou ; offre de base : 15 366,87 euros HT.

Lot 08 : Sobrebat ; Brest ; offre de base : 8 186,54 euros HT.

Lot 09 : Bleunven Monot ; Brest ; offre de base : 27 070,46 euros HT.

Lot 10 : Celtic chauffage ; Guipavas ; offre de base : 25 104,98 euros HT.

Lot 11 : Otis ; Brest ; offre de base : 28 000 euros HT.

Opération n° 06 : construction de 6 logements, rue Mermoz à Plabennec.

Lot 01 : Kerleroux ; Millizac ; offre de base : 6 500 euros HT.

Lot 02 : Colesco ; Lesneven ; offre de base : 149 874,46 euros HT.

Lot 03 : MCA ; Plonévez-du-Faou ; offre de base : 13 630,42 euros HT.

Lot 04 : Trebaul ; Saint-Renan ; offre de base : 21 148,29 euros HT.

Lot 05 : Rungeat ; Pénecran ; offre de base : 15 196 euros HT.

Lot 06 : ASF ; Plabennec ; offre de base : 13 000 euros HT.

Lot 07 : Lapous ; Plouigneau ; offre de base : 34 614,94 euros HT.

Lot 08 : CMT ; Plougonven ; offre de base : 14 328,06 euros HT.

Lot 09 : Gordet ; Plabennec ; offre de base : 17 497,65 euros HT.

Lot 10 : Jezequel ; Brest ; offre de base : 41 565 euros HT.

Lot 11 : Gervais Gérard ; Brest ; offre de base : 18 644,05 euros HT.

Lot 12 : Sobrebat ; Brest ; offre de base : 21 740,06 euros HT.

Lot 13 : JO Simon ; Ploudaniel ; offre de base : 16 871,25 euros HT.

Opération n° 7 : remplacement des garde-corps à Kéredem, Brest.

Lot unique : Clairalu ; Gouesnou ; offre de base : 276 400 euros HT.

Opération n° 08 : travaux de grosses révisions sur 10 ascenseurs dans divers groupes.

Lot unique : Otis ; Brest ; offre de base : 241 299 euros HT.

Opération n° 09 : travaux de ravalement dans divers groupes.

## Vie des sociétés

Par suite d'un jugement de liquidation judiciaire, les garanties dont bénéficiait :

Immobilier de la Rade, 67, rue de la Porte, 29200 Brest, sociétaire CG no 20995 V, accordées par la caisse de garantie de l'immobilier FNAIM, société de caution mutuelle, 89, rue La Boétie, 75008 Paris, au titre des transactions sur immeubles et fonds de commerce depuis le 13 mars 1996.

au titre de la gestion immobilière depuis le 16 mars 2005.

Visées par la loi du 2 janvier 1970, prendront fin trois jours francs après la publication du présent avis. Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de la caisse de garantie, dans les trois mois de cette insertion.

### SOCIÉTÉ BRESTOISE DES GARAGES DE BRETAGNE

Société par actions simplifiée

au capital de 308 000 euros

Siège social :

Route de Gouesnou, 29200 BREST  
319 723 417 RCS de Brest

Suivant procès-verbal des décisions de l'associé unique du 21 juin 2005, il a été décidé de nommer en qualité de commissaires aux comptes :  
- titulaire : la société Mazars et Guérard, 39, rue des Wattignies à Paris (75012), en remplacement du cabinet Constantin Associés ;  
- suppléant : M. Patrick de Cambourg, 39, rue des Wattignies à Paris (75012), en remplacement de M. François-Xavier Ameyé.  
Mention en sera faite au RCS de Brest.

Pour avis.

## Avis administratifs

### PUBLICITÉ RÉGLEMENTAIRE

Une enquête publique aura lieu à la mairie de Plonévez-Lanvern entre le 16 août et le 16 septembre 2005 aux jours et heures d'ouverture en vue du projet de révision simplifiée du Plan d'occupation des sols, Plan local d'urbanisme et dérogation loi Barnier, secteur du Hellen.

M. Kerfriden, commissaire-enquêteur, assurera 5 permanences à la mairie :

- mardi 16 août de 9 h à 12 h ;

- mardi 23 août de 14 h à 17 h ;

- mardi 30 août de 9 h à 12 h ;

- samedi 10 septembre de 9 h à 12 h ;

- mardi 16 septembre de 14 h à 17 h.

Tout intéressé peut prendre connaissance du dossier en mairie.

Commune de SPÉZET

Projet de PLU et projet  
de zonage d'assainissement

## AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE CONJOINTE

Par arrêté en date du 25 juillet 2005, le maire de la commune de Spézet a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de Plan local d'urbanisme et de zonage d'assainissement.

A cet effet, M. Honoré Hervé, domicilié 70, route de Callac, 29270 Carhaix-Plouguer, technico commercial section agrochimie en retraite a été désigné par le Tribunal administratif comme commissaire-enquêteur.

L'enquête se déroulera à la mairie de Spézet du 19 août 2005 au 19 septembre 2005, aux jours et heures habituelles d'ouverture, où chacun pourra :

- prendre connaissance du dossier ;
- consigner ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet ;

- les adresser par écrit au commissaire-enquêteur, en mairie de Spézet. Indépendamment de ces dispositions, le commissaire-enquêteur recevra en mairie de Spézet les déclarations verbales sur les projets les :

- vendredi 19 août 2005 de 9 h à 12 h ;

- jeudi 25 août 2005 de 9 h à 12 h ;

- mercredi 31 août 2005 de 9 h à 12 h ;

- jeudi 8 septembre 2005 de 9 h à 12 h ;

- jeudi 15 septembre 2005 de 9 h à 12 h ;

- lundi 19 septembre 2005 de 14 h à 17 h.

Son rapport et ses conclusions transmis au maire dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête seront tenus à la disposition du public à la mairie. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.

Le Maire  
Louis ROUZIC.

Notre publication adhère au

**BVP**  
l'association des professionnels  
pour une publicité responsable

dont elle suit  
les Recommandations.

Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au :

**BVP**  
B.P. 4508  
75362 Paris Cedex 08  
www.bvp.org

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal.



Annances officielles

Légales et judiciaires

Avis Appels d'offres

COMMUNE DE PLUFUR

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE BIBLIOTHÈQUE À PLUFUR

PROCÉDURE NÉGOCIÉE MARCHÉS DE TRAVAUX

1. Maître d'ouvrage : Commune de Plufur, 26, rue Jules-Ferry, 22310 Plufur.
2. Objet du marché : construction d'un restaurant scolaire et bibliothèque avec salle informatique et préau. La surface totale à aménager dans le cadre du projet est de 314 m<sup>2</sup> utiles.
3. Répartition, nature des lots : Lot n° 8 : plâtrerie, isolation.
4. Mode d'attribution des lots : marchés passés en lots séparés avec une entreprise spécialisée ou un groupement d'entreprises spécialisées.

5. Mode de passation : Marchés négociés conformément aux dispositions des articles 35, 65 et 66 du Code des marchés publics.

Le déroulement de la procédure sera conforme aux dispositions des articles 65 et 66 du Code des marchés publics. Dans un premier temps, les entreprises intéressées sont invitées à faire acte de candidature en adressant un dossier de candidature avant la date limite fixée au paragraphe 7 du présent avis. Après examen des candidatures reçues, les candidats invités à négocier recevront le dossier de consultation des entreprises et seront appelés à remettre une offre.

Après examen des offres, la personne responsable du marché ou son représentant engagera les négociations avec les candidats de son choix ayant présenté une offre, et procédera à leur classement. La commission d'appel d'offres attribuera les marchés sur la proposition de classement de la personne responsable du marché.

Conformément à l'article 53 du Code des marchés publics, les critères d'attribution des lots seront les suivants, par ordre décroissant d'importance :

- La valeur technique de l'offre.
- Le prix.

6. Date prévisionnelle de démarrage des travaux :

- Délai global d'exécution des travaux : 8 mois (y compris période de préparation du chantier, intempéries, repliement des installations et congés légaux).
- Début prévisionnel des travaux : 4<sup>e</sup> trimestre 2005 (sans engagement).

7. Dossier de candidature : justificatifs et pièces à produire :

- Les candidats devront produire les justificatifs mentionnés (ou équivalents pour ceux relevant d'un pays étranger, membre ou non de la CEE), article 45 du Code des marchés publics, à savoir :
  - 1) Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat.
  - 2) Si redressement judiciaire copie du (des) jugement(s).
  - 3) Certificat que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir.
  - 4) Certificats et déclarations sur l'honneur mentionnés à l'article 45 du CMP.
  - 5) Les documents ou attestations figurant à l'article R324-4 du Code du travail.
  - 6) Attestation sur l'honneur pour non-condamnation (casier judiciaire).
- 8. Date limite de réception des candida-

Avis Attributions de marchés

COMMUNE DE SAINT-ÉVARZEC

AVIS D'ATTRIBUTION

1. Identification de la collectivité qui passe les marchés : commune de Saint-Evarzec.

2. Objet des marchés : restructuration et extension de l'école élémentaire Léonard-de Vinci à Saint-Evarzec.

3. Forme des marchés : appel d'offres ouvert.

4. Attribution des marchés (lot, titulaire, montant HT).

Lot 1, terrassements généraux, voiries, réseaux divers : SARL Caradec, 47.413,85 €.

Lot 2, démolitions, gros œuvre : SA André Jourdain, 213.461,16 €.

Lot 3, charpente bois : entreprise MCA, 36.624,40 €.

Lot 5, électricité : Entreprise ETEC, 12.002,85 €.

Lot 6, menuiseries extérieures aluminium : Miroiterie bretoise, 77.860 €.

Lot 7, protections solaires : Store Décor, 9.300 €.

Lot 8, métallerie : Bretagne Métallerie, 12.844,80 €.

Lot 9, menuiseries intérieures bois : Entreprise Hétet, 41.365,89 €.

Lot 10, cloisons, enduit plâtre, isolation : Entreprise Rodriguez-Gego, 43.333,27 €.

Lot 11, plafonds suspendus : Entreprise Guillimin, 25.233,50 €.

Lot 12, revêtements de sols et murs scellés, sols souples, chapes : Entreprise Le Teuff, 72.488,54 €.

Lot 13, peinture, revêtements muraux : Entreprise Lucas-Guéguen, 30.702,02 €.

Lot 14, électricité : Entreprise SBEI, 59.257,86 €.

Lot 15, chauffage, VMC : Entreprise Prothermic, 71.709,32 €.

Lot 16, plomberie, sanitaires : Entreprise ATV, 32.825 €.

Lot 17, espaces verts, aménagements extérieurs : SAPP, 44.373,29 €.

5. Date d'envoi du présent avis : 27 juillet 2005.



AVIS D'ATTRIBUTION DE MARCHÉS

Dénomination et adresse du service qui passe le marché : Brest Métropole Habitat, 68, rue de Glasgow, BP n° 92251, 29222 Brest Cedex 2, téléphone. 02.29.00.45.04 (services techniques), télécopie : 02.29.00.45.33.

Objet des marchés et attributaires des lots :

Opération n° 1 : contrats d'assurance.

Lot n° 1 : SMACL, Niort, offre de base HT : 14.170 €.

Lot n° 2 : GAN-Perouas, Brest, offre de base HT : 26.076 € (franchise 152 €).

Lot n° 3 : AGF-Omnès, Brest, offre de base HT : 2.828 €.

Lot n° 4 : MMA-Irvoas, Brest, offre de base HT : 525 €.

Lot n° 5 : CNP, Paris, offre de base HT : 114.365 €.

Lot n° 6 : Dexia, Orléans, offre de base HT : taux tranche A : 1,49 %, taux tranche B : 2,27 %.

Opération n° 2 : construction de 17 logements à Plougastel-Daoulas \*14-16, rue Mathurin-Thomas.

Lot n° 1 : Delaroche-Perrot, Guipavas, offre de base HT : 7.088,31 €.

Lot n° 2 : Delaroche-Perrot, Guipavas, offre de base HT : 23.683,93 €.

Opération n° 4 : contrats d'entretien de 3.379 appareils de chauffage individuel ou de production d'eau chaude et d'appareil de ventilation mécanique.

Lot n° 1 : Sodragaz, Brest, offre de base HT : 53.545,70 €.

Lot n° 2 : Sodragaz, Brest, offre de base HT : 19.052,60 €.

Lot n° 3 : Gaz Dépannage, Brest, offre de base HT : 55.841,45 €.

Lot n° 4 : Centre dépannage gaz, Brest, offre de base HT : 24.927 €.

Opération n° 5 : travaux d'extension et de restructuration partielle de la résidence pour personnes âgées de Kerbleunou à Gouesnou.

Lot n° 1 : Lalouer Boucher, Gouesnou, offre de base HT : 60.330,05 €.

Lot n° 2 : MCA, Plonévez-du-Faou, offre de base HT : 9.734,37 €.

Lot n° 3 : Soprema, Quimper, offre de base HT : 10.000 €.

Lot n° 4 : Clairalu, Gouesnou, offre de base HT : 12.954 €.

Lot n° 5 : Batirose, Brest, offre de base HT : 52.862 €.

Lot n° 6 : SBMI, Brest, offre de base HT : 29.564,58 €.

Lot n° 7 : Kerdreux-Garlatti, Gouesnou, offre de base HT : 15.366,87 €.

Lot n° 8 : Sobrebat, Brest, offre de base HT : 8.186,54 €.

Lot n° 9 : Bleuven Monot, Brest, offre de base HT : 27.070,46 €.

Lot n° 10 : Celtic Chauffage, Guipavas, offre de base HT : 25.104,98 €.

Lot n° 11 : OTIS, Brest, offre de base HT : 28.000 €.

Opération n° 6 : construction de 6 logements, rue Mermoz à Plabennec.

Lot n° 1 : Kerleroux, Milizac, offre de base HT : 6.500 €.

Lot n° 2 : Colesco, Lesneven, offre de base HT : 149.874,46 €.

Lot n° 3 : MCA, Plonévez-du-Faou, offre de base HT : 13.630,42 €.

Lot n° 4 : Trébaul, Saint-Renan, offre de base HT : 21.146,29 €.

Lot n° 5 : Runcoat, Pencren, offre de base HT : 15.196 €.

Lot n° 6 : ASF, Plabennec, offre de base HT : 13.000 €.

Lot n° 7 : Lapous, Plouigneau, offre de base HT : 34.614,94 €.

Lot n° 8 : CMT, Plougonven, offre de base HT : 14.328,06 €.

Lot n° 9 : Gordet, Plabennec, offre de base HT : 17.497,65 €.

Lot n° 10 : Jézéquel, Brest, offre de base HT : 41.565 €.

Lot n° 11 : Gervais Gérard, Brest, offre de base HT : 18.644,05 €.

Lot n° 12 : Sobrebat, Brest, offre de base HT : 21.740,06 €.

Lot n° 13 : Jo Simon, Ploudaniel, offre de base HT : 16.871,25 €.

Opération n° 7 : remplacement des garde-corps à Kéréderm, Brest.

Lot unique : Clairalu, Gouesnou, offre de base HT : 276.400 €.

Opération n° 8 : travaux de grosses révisions sur 10 ascenseurs dans divers groupes.

Lot unique : Otis, Brest, offre de base HT : 241.299 €.

Opération n° 9 : travaux de ravalement dans divers groupes.

Lot n° 1 : Sobrebat, Brest, offre de base HT : 183.500 €.

Lot n° 2 : Bausson, Brest, offre de base HT : 168.009,09 €.

Lot n° 3 : Décor et techniques, Brest, offre de base HT : 199.452,31 €.

Opération n° 10 : construction de 18 pavillons (Kerichen, Lannilis, Les jardins de Talarn, Les Châtaigniers).

Lot n° 1 : Paysages d'Iroise, La Trinité-Plouzané, offre de base HT : 78.343,89 €.

Lot n° 2 : Jardin Service/Kerleroux, Brest, offre de base HT : 45.112,20 €.

Lot n° 3 : Colesco, Lesneven, offre de base HT : 603.322,98 €.

Lot n° 4 : Colesco, Lesneven, offre de base HT : 87.711,97 €.

Lot n° 5 : Trébaul, Saint-Renan, offre de base HT : 150.693,76 €.

Lot n° 6 : CMT, Plougonven, offre de base HT : 151.815,31 €.

Lot n° 7 : Lapous, Plouigneau, offre de base HT : 145.343,95 €.

Lot n° 8 : Salau, Brest, offre de base HT : 80.709,69 €.

Lot n° 9 : Bausson, Brest, offre de base HT : 17.470,00 €.

Enquêtes publiques

COMMUNE DE SPÉZET

PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) ET PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.

AVIS D'OUVREURE D'UNE

ENQUÊTE PUBLIQUE CONJOINTE

Par arrêté en date du 25 juillet 2005, le maire de la commune de Spézet a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de PLU et de zonage d'assainissement.

A cet effet, M. Honoré Hervé, domicilié 70, route de Callac, 29270 Carhaix-Plouguer, technico-commercial section agrochimie en retraite, a été désigné par le tribunal administratif comme commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera à la mairie de Spézet du 19 août 2005 au 19 septembre 2005, aux jours et heures habituels d'ouverture, où chacun pourra prendre connaissance du dossier, consigner ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet, les adresser par écrit au commissaire enquêteur en mairie de Spézet.

Indépendamment de ces dispositions, le commissaire enquêteur recevra en mairie de Spézet les déclarations verbales sur les projets les vendredi 19 août 2005, de 9 h à 12 h ; jeudi 25 août 2005, de 9 h à 12 h ; mercredi 31 août 2005, de 9 h à 12 h ; jeudi 8 septembre 2005, de 9 h à 12 h ; jeudi 15 septembre 2005, de 9 h à 12 h ; lundi 19 septembre 2005, de 14 h à 17 h.

Son rapport et ses conclusions transmis au maire dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête seront tenus à la disposition du public à la mairie. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication.

Le maire, Louis ROUZIC

PRÉFECTURE DU FINISTÈRE  
Bureau de l'environnement  
et des installations classées  
Tél. 02.98.76.28.68

COMMUNE DE PLOMODIERN  
Commune en zone d'excédent structurel

INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION  
DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du 7 juillet 2005, une enquête publique d'un mois a été ouverte sur la demande présentée par l'EAL de Lesloys en vue de régulariser la situation de son élevage porcin au lieu dit "Lesloys" en Plomodiern, au niveau de l'effectif déclaré présent au 1<sup>er</sup> janvier 1994, à savoir : 122 porcs reproducteurs, 520 porcelets, 866 porcs charcutiers et cochettes non saillies soit 1.336 animaux équivalents.

Le dossier restera déposé à la mairie de Plomodiern du 22 août au 22 septembre 2005 inclus, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux afin que chacun puisse en prendre connaissance.

Les observations éventuelles des tiers intéressés seront reçues à la mairie par M. Alexis Blaise, commissaire enquêteur, les 22 et 30 août, 6, 12 et 22 septembre 2005, de 9 h à 12 h.

A l'issue de l'enquête, toute personne pourra prendre connaissance à la préfecture, ainsi qu'à la mairie de la commune d'implantation du projet, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur ainsi que, le cas échéant, du mémoire en réponse du demandeur.



**ARRETE DE MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE  
DES PROJETS DE PLU ARRETE  
ET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**

Le Maire,

Vu la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret no 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 susvisée ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-13 et R.123-19;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (article L 2224-10) ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu la délibération en date du 23 août 2001 ayant prescrit la révision du P.L.U. ;

Vu la délibération en date du 28 février 2005 ayant arrêté le projet de P.L.U. ;

Vu la délibération en date du 10 juin 2005 approuvant le dossier d'étude de zonage d'assainissement préparé par la société B3E,

Vu l'ordonnance en date du 29 juin 2005 de M. le Président du Tribunal Administratif de RENNES désignant Monsieur Honoré HERVE, demeurant à CARHAIX PLOUGUER (29270), 70 Route de Callac, en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>.** Il sera procédé à une enquête publique conjointe portant sur le projet de P.L.U. arrêté et sur le zonage d'assainissement.

Cette enquête conjointe se déroulera du 19 août 2005 au 19 septembre 2005 inclus.

**Article 2.** Monsieur Honoré HERVE, demeurant à CARHAIX PLOUGUER (29270), 70 Route de Callac, Technico commercial section agrochimie en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par M. le Président du Tribunal Administratif de RENNES.

**Article 3.** Les pièces des dossiers de P.L.U et de zonage d'assainissement ainsi que les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de SPEZET pendant une durée d'un mois aux jours et heures habituels d'ouverture à la mairie, du 19 août 2005 au 19 septembre 2005 inclus .

Chacun pourra prendre connaissance des dossiers de PLU et de zonage d'assainissement et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit

au commissaire enquêteur- Mairie de SPEZET.

**Article 4.** Le commissaire enquêteur recevra à la Mairie de SPEZET les :

- \* Vendredi 19 août 2005 de 9 H 00 à 12 H 00,
- \* Jeudi 25 août 2005 de 9 H 00 à 12 H 00,
- \* Mercredi 31 août 2005 de 9 H 00 à 12 H 00,
- \* Jeudi 8 septembre 2005 de 9 H 00 à 12 H 00,
- \* Jeudi 15 septembre 2005 de 9 H 00 à 12 H 00,
- \* Lundi 19 septembre 2005 de 14 H 00 à 17 H 00.

**Article 5.** À l'expiration du délai de l'enquête conjointe, les registres seront clos et signés par le Maire qui transmettra dans les 24 heures au commissaire enquêteur ces registres assortis, le cas échéant, des documents annexés par le public.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour transmettre au Maire de la Commune de SPEZET le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

**Article 6.** Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée à Monsieur le Préfet du Finistère et au Président du Tribunal Administratif.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi du 17 juillet 1978.

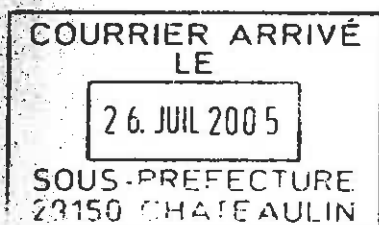
**Article 7.** Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Cet avis sera affiché notamment à la mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune. Ces publicités seront certifiées par le maire.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la seconde insertion.

Fait à SPEZET, le 25 juillet 2005

Le Maire,  
Louis ROUZIC





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

REÇU LE

21 JUL. 2005

Direction de l'environnement  
et du développement durable  
Bureau de l'urbanisme,  
des sites et des enquêtes publiques

Marie-Christine LE BOULCH

02-98-76-28-32

marie-christine.le-boulch@finistere.pref.gouv.fr

MAIRIE SPEZET  
QUIMPER, le 19 JUL. 2005

LE PREFET DU FINISTERE

à

**Monsieur le maire de SPEZET**

**OBJET :** révision du plan local d'urbanisme (P.L.U.)  
Consultation des services de l'Etat sur projet arrêté

Par lettre en date du 5 juillet 2005, afin que l'enquête publique puisse se dérouler du 15 août au 15 septembre 2005, vous avez apporté des éléments de réponse à mon courrier du 29 juin 2005 par lequel j'avais émis un avis défavorable au projet de P.L.U. de votre commune.

Ces précisions faisant tomber les objections émises pour l'assainissement, j'émetts dans ces conditions un avis favorable sous réserve de la prise en compte des autres observations figurant dans le document de synthèse joint à mon courrier précité.

Les services de la direction départementale de l'équipement m'avaient signalé par ailleurs que les zones 1AU ouvertes à l'urbanisation (21 ha) étaient trop importantes par rapport au rythme annuel de la construction (5 permis environ). Il conviendra donc de compléter l'argumentaire des zones sur ce besoin de surface.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le sous-préfet, directeur de cabinet,

Etienne STOSKOPF



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

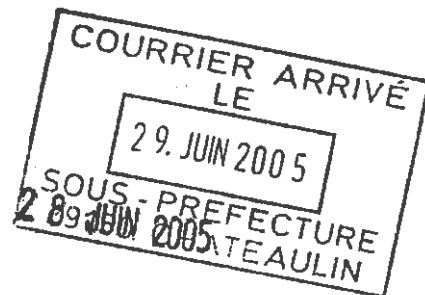
BUREAU DE L'URBANISME,  
DES SITES ET DES ENQUÊTES PUBLIQUES

AFFAIRE SUIVIE PAR : *Françoise PERON*

Téléphone : 02.98.76.27.82

QUIMPER, le

REÇU LE  
- 1 JUL. 2005



MAIRIE SPEZET

LE PRÉFET du FINISTÈRE

à

Monsieur le Maire de SPEZET  
S/C de M. le Sous-Préfet de CHATEAULIN

*VdR 29/6*

**OBJET :** Révision du plan local d'urbanisme  
Consultation des services de l'Etat sur le projet arrêté

Par délibération en date du 28 février 2005, votre conseil municipal a arrêté le projet de révision du plan local d'urbanisme, que vous m'avez soumis le 6 avril dernier pour avis conformément à l'article R 123.9 du code de l'urbanisme.

La direction départementale de l'Équipement a consulté les services de l'Etat associés à la procédure et rassemblé leurs observations dans le document de synthèse ci-joint.

Compte tenu des observations formulées, je suis conduit à émettre un avis défavorable, en l'état actuel du dossier, au projet de PLU arrêté dans la mesure où la possibilité d'assainissement satisfaisant de l'ensemble des zones proposées constructibles n'a pas été préalablement étudié contrairement aux principes d'aménagement. En outre, certains secteurs ont été maintenus constructibles alors que le sol ne convient pas à la mise en place d'un assainissement autonome.

Il y aura lieu de me faire parvenir un exemplaire du projet modifié en fonctions de l'ensemble des observations jointes, afin que les services de l'Etat puissent lever leurs objections.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Fabien SUDRY

*[Handwritten mark]*

## **I - Avis sur le projet de plan local d'urbanisme**

### **A - Délibération relative au bilan de concertation et arrêtant le projet de PLU**

Le bilan de la concertation menée pendant l'élaboration du PLU est annexé à la délibération d'arrêt du PLU du 28 février 2005.

Cette annexe rappelle les modalités mises en œuvre pour la concertation mais il ne tire pas le bilan en lui-même et n'indique pas s'il y avait lieu de modifier le projet de PLU au vu des conclusions de la phase de concertation.

Une délibération tirant réellement le bilan de la concertation devra être reprise en application de l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme.

### **B - Composition générale du dossier de PLU (article R.123-1 du Code de l'urbanisme)**

Je constate que le dossier de projet de PLU arrêté comporte bien toutes les pièces réglementaires fixées par le Code de l'urbanisme : rapport de présentation, Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), les orientations d'aménagement (facultatives), règlement (partie écrite et partie graphique) et annexes.

### **C - Contenu du rapport de présentation (article R.123-2 du Code de l'urbanisme)**

#### **✓ Sécurité routière**

Conformément aux articles L.110, L. 121-1 et L.123-1 du Code de l'urbanisme, la sécurité routière doit être prise en compte dans le projet de plan local d'urbanisme.

C'est pourquoi la notion de sécurité routière devrait être déclinée dans les différentes pièces composantes du dossier, c'est-à-dire le rapport de présentation, le PADD, les orientations d'aménagement (facultatives), le règlement (parties écrite/graphique) afin de présenter et de justifier la prise en compte de la sécurité routière dans les choix d'urbanisation de la commune.

Il conviendrait notamment d'éviter les accès directs sur routes départementales, de prévoir éventuellement des liaisons douces dans tout nouveau secteur à aménager.

#### **✓ Zones d'urbanisation future**

En application des articles R.123-2 et R.123-6 du Code de l'urbanisme, chaque zone AU devra être justifiée et motivée non seulement quant à sa délimitation, sa superficie, son schéma d'aménagement, mais également au regard de sa desserte par les réseaux.

Il conviendrait notamment de préciser la vocation de la zone 1AUL prévue.

#### **✓ Gestion économe de l'espace**

L'article 110 du Code de l'urbanisme, article 1<sup>er</sup> de la loi SRU, devra être rappelé en préambule.

Le rapport de présentation devra justifier la prise en compte de la notion de gestion économe de l'espace.

Je note que le projet prévoit 21 hectares de zones 1AU (zones à urbaniser à court et moyen terme) et un peu plus de 8 hectares de zones 2AU (zones à urbaniser à long terme).

Le coefficient multiplicateur choisi pour estimer la surface à réserver à l'urbanisation est élevé : 3 et aboutit donc à une estimation élevée de la surface urbanisable à réserver, soit 18 hectares.

Certaines zones 1AU pourraient être éventuellement classées en 2AU pour un projet d'urbanisation à long terme.

Par ailleurs, un rééquilibrage du bourg par le nord pourrait être réalisé par le classement en zone à urbaniser de la parcelle 28 et le déclassement d'autres zones 1AU situées en frange extérieure du bourg.

En outre, il serait intéressant d'indiquer la superficie disponible des zones urbanisées.

✓ Thème eau

- Périmètre de captage d'eau potable de St Thudec, CNP et St Adrien (pages 39, 78 et 79)

Le périmètre de captage a été approuvé par arrêté préfectoral du 8 octobre 2004, et n'est donc plus en cours d'étude.

- Assainissement

Je note que quelques secteurs n'ont été soit complètement étudiés soit ont été maintenus constructibles alors que le sol ne convient pas à la mise en place d'un assainissement autonome :

- Uhb « Loch Coucou » : plusieurs parcelles non étudiées,
- Uhb « Kerdaniel » : quelques parcelles non étudiées,
- Uhb « Kroas Houarn » : au moins une parcelle non étudiée,
- 1AUh sous « Kerbasked » : une zone défavorable maintenue constructible,
- Uhb sous « Kergwen » : une grande parcelle défavorable maintenue en constructible,
- Ui « Bourg Neuf » : non étudiée,
- Uhb « Croas Kastell » : non étudiée,
- Uhb « Kerbarz » : quelques parcelles non étudiées,
- Uhb « Kermariou » : quelques parcelles non étudiées,
- Uhb « Bot Karreg » : quelques parcelles non étudiées.

Je rappelle que toute parcelle constructible doit bénéficier d'une solution d'assainissement soit de façon collective ou soit individuelle.

De plus, tout rejet au fossé, même d'un effluent épuré, est interdit.

- SDAGE

En application de l'article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme, le PLU devra être compatible avec les orientations du SDAGE.

✓ Zone NL

La vocation de cette zone mériterait d'être précisée.

En effet, les différentes pièces du PLU évoquant cette zone manquent de cohérence.

De plus, le règlement de la zone NL permettant des installations sanitaires, il conviendra de présenter également une étude d'aptitude des sols à l'assainissement.

## D - Contenu des orientations d'aménagement (articles R.123-3, R.123-3-1 et R.123-3-2 du Code de l'urbanisme)

Pour la qualité d'aménagement des zones à urbaniser, il serait préférable de prévoir des orientations d'aménagement pour chacune d'entre elle, tout en conservant la présentation à l'échelle du bourg pour plus de cohérence.

Les orientations d'aménagement ne doivent pas s'imposer en terme de conformité mais de simple compatibilité (respect de l'esprit de l'aménagement).

Aussi, les orientations d'aménagement ne doivent pas être similaires à la partie graphique du règlement. Le report sur le fond de plan cadastral ne correspond pas d'ailleurs aux objectifs des orientations d'aménagement et relève de la partie graphique du règlement.

En outre, les orientations devraient montrer les liaisons douces, cheminements piétonniers et vélos, à utiliser ou à mettre en place avec les secteurs déjà urbanisés et les équipements publics existants.

Les accès seront également étudiés et notamment sur routes départementales.

## **E - Contenu du règlement (articles R.123-9, R.123-11 et R.123-12 du Code de l'urbanisme)**

### **✓ Zones 1AUh de Minez Kaer**

Le zonage Uh devra se contenir aux limites du bâti existant. Le choix d'une telle zone est contraire à une bonne gestion de l'espace et à l'article L.110 du Code de l'urbanisme.

### **✓ Zonage Uhb à Kerdaniel**

Le hameau est repéré pour la qualité de son bâti dans le plan annexé au rapport de présentation recensant les éléments de paysage intéressants.

Le zonage Nr paraît plus adapté que le zonage Uhb et permettrait de préserver la qualité de ce hameau.

### **✓ Zones UHb de Mine Gwe Fao et Kerlaviou**

Le classement en zone Uhb de certaines parcelles situées dans ces deux hameaux risque de compromettre le bon fonctionnement d'exploitations agricoles situées à proximité.

Le zonage prévu est contradictoire avec l'objectif du PADD de protéger l'activité agricole.

### **✓ Zones 1AUh à Trévilly-Huella**

Le choix d'implanter des zones d'urbanisation future en zone agricole accentue le phénomène de mitage.

De plus, elles sont situées en continuité d'un zonage Nr dont la vocation paraît contradictoire avec celle d'un zonage 1AUh.

### **✓ Espace boisé classé**

Un espace boisé classé a été défriché sur la parcelle au nord de Moulin-Palaë, ce qui est contraire à la réglementation définie à l'article L.130-1 du code de l'urbanisme.

Il conviendrait de vérifier s'il y a lieu ou pas de conserver cet espace boisé classé.

## **Partie écrite**

### **✓ Article 5 de l'ensemble des zones**

Contrairement aux articles L.123-1 et R.123-9 du Code de l'urbanisme, les dispositions ne s'appuient nullement sur des contraintes techniques ni sur l'urbanisation traditionnelle, ni sur l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces dispositions ne sont donc pas légales ; elles ne fixent d'ailleurs pas de superficie minimale des terrains constructibles.

### **✓ Article Uh.6**

Cet article est obligatoire.

Dans le cas présent, tel que rédigé il n'est pas fixé de recul par rapport aux RD en agglomération.

De même, pour les autres voies, il convient de préciser si les règles s'appliquent tant en agglomération que hors agglomération.

A défaut, les règles doivent figurer sur la partie graphique du règlement.

En outre, il ne peut être fait référence à un accord futur (« accord exprès du gestionnaire des routes départementales »).

Par ailleurs, il n'est pas fait référence à la RD82, route départementale de 2<sup>e</sup> catégorie.

✓ Article 7 des zones Uh, AU, A et N

Il est indiqué que des règles différentes d'implantation sont autorisées pour les annexes et dépendances, notamment en cas de parcelle d'angle ou de talus en haies végétales.

L'article 7 est obligatoire conformément à l'article R.123-9 du Code de l'urbanisme, il convient donc de fixer les règles différentes à appliquer, ou de rédiger différemment.

✓ Article 8 de l'ensemble des zones

Si la commune décide de maintenir cette règle, il revient de fixer dans le PLU les conditions permettant d'imposer cette distance de 4 mètres.

✓ Page 26

D'une part, conformément à l'article R.123-6 du Code de l'urbanisme, l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU ne peut être subordonnée qu'à une modification ou une révision du plan local d'urbanisme (la création de la ZAC pouvant être incluse dans une de ces procédures).

D'autre part, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, la concertation avec la population lors de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU par modification du PLU, ne s'avère plus réglementairement obligatoire, bien que conseillée cependant.

Le paragraphe correspondant page 26 doit être revu en conséquence.

✓ Zones 1AU

Les parties écrites et graphiques du règlement devront être complétées de façon à faire respecter les principes d'aménagement énoncés dans la partie « orientations d'aménagement ».

✓ Zone A - article A.11 page 40

Les dispositions concernant les éléments de paysage devront être reprises dans l'article.

✓ Zone N - article Nh1

Dans le chapeau de la zone, il est indiqué que les changements de destination sont interdits.

Cette disposition devra être reprise dans l'article Nh1. En effet, tout ce qui n'est pas explicitement interdit à l'article 1 est autorisé.

✓ Page 7

Il ne faut plus faire référence au décret 86-192 du 5 février 1986.

C'est l'article 1 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive qui, désormais, fixe le cadre en matière d'archéologie préventive :

« Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrage ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations ».



## **F – Contenu des annexes**

### ✓ Annexe servitudes d'utilité publique

Le report de la servitude AS1 relative au périmètre de captage d'eau potable de Coadou, CNP, St-Adrien n'a pas été effectué.

### ✓ Annexe plan de prévention des risques miniers et des risques d'inondation

Il n'y a pas lieu d'annexer ces informations conformément aux articles R.123-13 et R.123-14 du Code de l'urbanisme car ces plans n'ont aucune valeur opposable à ce jour.

Le rappel fait dans le rapport de présentation suffit.

## **II Recommandations particulières**

### **A - Le rapport de présentation (article R.123-2 du Code de l'urbanisme)**

#### ✓ Ardoisières

Deux sites ont été omis en pages 54 et 55 : les sites de l'Isle et de Kerguigner.

#### ✓ Page 80

Il est indiqué que « le PLU de SPEZET a tenu compte des projets communautaires ».

Il faudrait compléter en indiquant les projets concernés et préciser dans quelle mesure ils ont été pris en compte.

#### ✓ Emplacements réservés

Je note qu'aucun emplacement réservé ne figure pour la construction ou installation d'équipements publics.

Par exemple, une réflexion complémentaire aurait pu éventuellement être menée pour prendre en compte le vieillissement de la population et prévoir par exemple des structures de petits collectifs pour accueillir les personnes âgées qui souhaitent rester dans la commune.

Par ailleurs, la commune de SPEZET pourrait engager une réflexion pour la création éventuelle d'une déchetterie. Cette possibilité permettrait de maîtriser les dépôts sauvages contraires à la politique de protection de l'environnement (eau, paysage, etc.) et limiterait les déplacements des habitants.

### **B - Projet d'aménagement et de développement durable (article R.123-3 du Code de l'urbanisme)**

#### ✓ Légende carte page 15

La trame de la « préservation du maillage bocager urbanisation limitée aux réhabilitations du bâti lorsqu'elles ne gênent pas l'activité agricole » n'est pas lisible.

De plus, il serait intéressant de distinguer « la préservation du maillage bocager » de « l'urbanisation limitée, etc. » par une trame différente éventuellement.

## **C - Orientations d'aménagement (articles R.123-3, R.123-3-1 et R.123-3-2 du Code de l'urbanisme)**

### ✓ Légende

La légende devra être complétée : signification des flèches noires.

## **D - Règlement (articles R.123-9, R.123-11 et R.123-12 du Code de l'urbanisme)**

### **1 - Partie graphique**

#### ✓ Éléments de paysage à préserver

Je note que ce projet de P.L.U. a bénéficié d'une étude paysagère de qualité, tant dans son diagnostic que dans ses différentes pièces.

Certains éléments de paysage tels que les talus recensés sur la carte annexée au rapport de présentation ne sont pas reportés sur la partie graphique du règlement et notamment dans le bourg. Par ailleurs, des talus existants longeant certaines limites de zones 1AUh n'ont pas fait l'objet de repérage ni dans le rapport de présentation ni dans la partie graphique.

Il serait intéressant de les repérer au titre de la loi paysage afin de garantir une bonne insertion du bâti futur.

#### ✓ GR38

Le GR38 pourrait être éventuellement reporté sur les plans en tant qu'élément de paysage à préserver.

### **2 - Partie écrite**

#### ✓ Page 10

Il est conseillé de présenter la définition de la SHOB avant celle de la SHON.

#### ✓ Page 49 : article N10

« Les extensions devront respecter la hauteur d'origine »

Cet article mériterait d'être clarifié.

\*

\*\*\*

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DE LA COMMUNE DE SPEZET**

**Date d'affichage : 4/4/2003  
Date convocation : 20/3/2003**

Nombre de membres : 19  
En exercice : 19  
Qui ont pris part : 17  
à la délibération

**SÉANCE DU 31 mars 2003**

L'an deux mille trois et le trente et un mars à dix huit heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Louis ROUZIC. Maire.

**PRÉSENTS : ROUZIC – EMERY – DUIGOU – QUERE – LE VALLEGANT – RIOU – LE BON – LOLLIER – GUIVARC'H – COTTY – PHILIPPE – BRIAND – SPARAPAN – QUEMET BANCEL – BLOUET-**

**ABSENTS EXCUSES : LE MOAL – GUYADER- GRALL (procuration à QUEMET-BANCEL)-CITERIN (procuration à RIOU)**

M. Ronan LOLLIER a été nommé secrétaire.

**ADOPTION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE  
(PADD) DANS LA CADRE DE LA REVISION DU P.L.U.**

Monsieur Auguste EMERY rappelle au Conseil Municipal que la nouvelle loi S.R.U, loi de solidarité et renouvellement urbains, a modifié le code de l'urbanisme : le Plan d'Occupation des sols (P.O.S) est remplacé par le P.L.U (Plan Local d'Urbanisme.).

Le P.L.U s'inscrit dans une logique d'aménagement mêlant notamment l'utilisation foncière, l'environnement, les transports et les préoccupations des habitants. Pour ce faire, le P.L.U doit désormais comprendre un projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D) qui doit être validé par le Conseil Municipal. Le P.A.D.D doit respecter les 3 grands principes du développement durable que sont :

- La protection de l'environnement
- Le développement de l'économie
- La cohésion sociale

Chaque conseiller ayant été destinataire du projet de P.A.D.D et a pu en prendre connaissance, Monsieur Le Maire demande au conseil Municipal de se prononcer sur le projet de P.A.D.D.

Le Conseil Municipal,

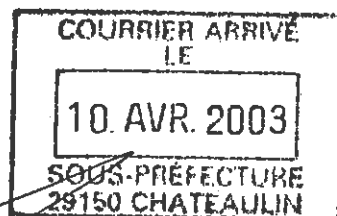
Après en avoir délibéré,

Adopte à l'unanimité de ses membres le projet de P.A.D.D. présenté dans le cadre de la révision du P.L.U

Pour extrait conforme,  
Le Maire Louis ROUZIC.



REÇU LE  
17 AVR. 2003  
MAIRIE SPEZET



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE SPEZET**

Nombre de membres : 19  
En exercice : 19  
Qui ont pris part : 19  
à la délibération

Date d'affichage : 27/08/2001  
Date convocation : 16/08/2001

**SÉANCE DU 23 AOÛT 2001**

L'an deux mille un et le vingt trois août à vingt heures trente, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Louis ROUZIC, Maire.

**PRÉSENTS** : ROUZIC - BLOUET - BRIAND - CITERIN - COTTY - DUIGOU - EMERY - GRALL - GUIVARC'H - GUYADER - LE BON - LE MOAL - LE VALLEGANT - LOLLIER - PHILIPPE - QUEMET-BANCEL - QUERE - SPARAPAN

**Absent ayant donné procuration** : RIOU

M. LOLLIER Ronan a été nommé secrétaire.

**PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Monsieur Le Maire expose que la révision du Plan Local d'Urbanisme est rendue nécessaire en raison d'un plan d'occupation des sols obsolète et de l'arrêt d'activités agricoles dans certaines zones.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

Décide :

- 1- de prescrire la révision du P.L.U. sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123-6 du Code de l'Urbanisme;
- 2- de donner tous pouvoirs au Maire pour choisir le (ou les) organisme(s) chargé(s) de la révision du P.L.U.;
- 3- de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation de service nécessaires à la révision du P.L.U.;

4- d'habiliter la Commission Municipale d'Urbanisme composée de : Louis ROUZIC, Auguste EMERY, Anne-Marie DUIGOU, Joël QUERE, Marguerite LE VALLEGANT, Sylvie LE MOAL, François LE BON, Emile PHILIPPE, Françoise QUEMET-BANCEL, Eliane GRALL, Albert GUYADER, Nicole RIOU, pour représenter la commune aux séances de travail avec les autres personnes associées selon les modalités que le Maire définira en fonction du thème qui sera évoqué;

5- de solliciter de l'État, dans les conditions définies aux articles L.1614-1 et L.1614-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, une compensation afin de couvrir les dépenses entraînées par les études et établissement du P.L.U.;

6- dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice 2002 (Article 622).

7- décide, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, de soumettre à la concertation de la population, des associations locales et les autres personnes concernées, ces études jusqu'à l'arrêt du projet de P.L.U. selon les modalités suivantes :

Réunions d'information, information dans le bulletin municipal, registre tenu à la disposition du public, information dans la presse locale.

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet du Finistère,
- au Président du Conseil Régional,
- au Président du Conseil Général,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture.

Elle sera transmise :

- au Président de la Communauté de Communes du Pays de Châteauneuf-du-Faou,
- aux Présidents des établissements de coopération intercommunale directement intéressés,
- aux Maires des communes limitrophes.

Conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.



Pour Extrait Conforme,

Le Maire,  
Louis ROUZIC.

